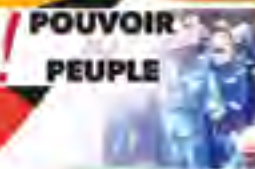


IBB@TRAVAIL



De
Bangkok 2013
à Durban 2017
et au-delà



L'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) est une fédération syndicale mondiale représentant les syndicats libres et démocratiques des secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois, de la sylviculture et des branches connexes. Elle est membre du Conseil des syndicats mondiaux et travaille en étroite collaboration avec la Confédération Syndicale Internationale. Elle jouit d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

En 2017, l'IBB comptait un total de 12 millions de membres, relevant de 356 syndicats affiliés dans 127 pays.

Siégeant à Genève, l'organisation s'appuie sur des bureaux régionaux à Kuala Lumpur, Johannesburg et Panama, ainsi que sur deux bureaux de projet à New Delhi et au Brésil. Des coordonnateurs de projets sont basés au Burkina Faso, au Kenya, au Liban, aux Philippines, en Russie, en Ukraine, en Croatie, en Turquie et au Costa Rica. Le personnel de l'IBB se compose de 50 personnes, au siège et à travers le monde.

Avant-propos

Alors que l'IBB convoque sa toute première réunion statutaire à l'issue de son quatrième Congrès mondial, la présente publication se propose de revenir sur les activités menées et sur les résultats atteints au cours de la période 2014-2017, mais aussi de synthétiser les décisions prises lors du Congrès, au moment où nous définissons les actions que nous nous apprêtons à mener au cours des quatre prochaines années.

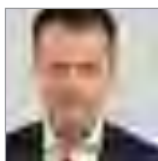
Le thème du Congrès souligne la perspective élargie du travail de l'IBB. « Amandla ! », signifiant pouvoir en Afrique du Sud (slogan de la lutte antiapartheid), et « Le pouvoir au peuple », qui n'est autre que l'objectif vers lequel nous devons tendre en cette période difficile et mouvementée, sont les deux éléments requis pour instaurer la solidarité mondiale qui nous permettra d'asseoir un pouvoir mondial, et grâce à laquelle nous serons certains de pouvoir atteindre les objectifs de l'IBB.

Les actions de l'IBB, telles qu'elles se reflètent dans son Plan stratégique 2018-2021 et dans les résolutions adoptées, s'inscrivent dans le cadre du « Syndicalisme novateur » : il devient en effet de plus en plus urgent pour les organisations de travailleurs de reconstruire, réformer et adapter leurs structures et leurs actions. Le défi du nouvel ordre mondial et des luttes sur les lieux de travail exige de réinventer et transformer les syndicats. L'action de notre fédération syndicale mondiale sera fonction de l'endroit où interviennent ces luttes, où ces engagements sont pris et ces actions menées, selon les contextes respectifs, et des partenaires de la classe ouvrière dans les sphères industrielle, sociale et politique.

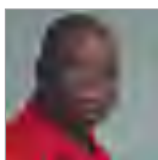
Les travailleurs doivent maintenir ou, dans bien des cas, prendre conscience de leur puissance sociale et l'utiliser afin de forger un présent socialement responsable et bâtir un avenir équitable par l'intermédiaire des syndicats opérant à différents niveaux des relations entre les partenaires sociaux, face aux contestations et dans le cadre de la formulation des règlements et des politiques. Les activités de l'IBB sont largement influencées par la notion d'« effet syndicat », puisque nous aspirons à démontrer en quoi les syndicats exercent une incidence sur les divers aspects de la vie des travailleurs et travailleuses.

Du fait de l'extraordinaire accueil des affiliés sud-africains de l'IBB et de l'appui solide témoigné par les autres syndicats de la région MOAN, le Congrès de Durban restera une expérience inoubliable. Grâce à la coopération et à la solidarité de l'ensemble de la famille mondiale de l'IBB, le Congrès de Durban a désormais jeté les bases du travail que devront mener la direction mondiale, les structures régionales, les divers affiliés et le Secrétariat en vue d'atteindre les buts et objectifs de l'IBB.

Message du Présidium de l'IBB



Per Olof Sjöö, Président : « Merci de m'accorder votre confiance et de me confier ainsi la mission de représenter l'IBB à travers le monde. Mais cette mission est aussi une lourde responsabilité. J'espère avoir prouvé de quoi j'étais capable au cours des quatre dernières années – ces années ont été merveilleuses. Je me suis rendu en Turquie où le travail syndical est si difficile à mettre en œuvre, et où, malgré tout, la lutte se poursuit. En Équateur, j'ai rencontré des gens qui ont vécu des catastrophes naturelles, mais leur vie est en danger chaque jour. »



Piet Matosa, Président adjoint : « Je veux travailler au plus près du collectif, et j'ai besoin de temps pour servir les membres de cette organisation de façon équitable. Je vais montrer que nous offrons un service de qualité à nos membres et que nous sommes unis, et faire en sorte que notre effectif s'étoffe. À travers ce Congrès, mon syndicat, le Syndicat national des travailleurs de la mine est honoré de pouvoir ainsi assumer un rôle de premier plan sur la scène internationale, et rassurez-vous, je ne vous décevrai pas. »



Dietmar Schäfers, Président adjoint : « D'importants changements ont été décidés lors de ce Congrès – et nous n'aurions pas pu imaginer un tel scénario il y a 16 ans. Nous avons ouvert l'organisation aux régions, à des personnes d'autres régions – félicitations Piet. Nous avons transféré les responsabilités – en intégrant les jeunes et les femmes dans nos structures. Cela signifie que nous pouvons impliquer tout un chacun dans les travaux de l'IBB et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour cela aboutisse avec succès. »



Pierre Cuppens, Président adjoint : « Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli en matière d'organisation et d'accroissement des effectifs dans le secteur du ciment. Nous avons mis en place le premier réseau syndical mondial du ciment chez Lafarge Holcim. Nous avons publié un rapport mondial sur les conditions de travail des ouvriers de ce secteur... Les mesures prises par les femmes et les jeunes délégués m'ont inspiré ; je pense qu'ils sont l'avenir de l'IBB et nous devons continuer à les soutenir. »



Ambet Yuson, Secrétaire général : « Nous avons remporté des campagnes mondiales et locales ; et nous avons réalisé beaucoup de choses. Jamais je n'aurais pu y parvenir sans votre soutien. Je suis fier de l'IBB et fier que notre organisation internationale soit devenue un véritable levier pour les campagnes et l'organisation syndicale. Nous avons montré notre capacité à mobiliser la solidarité en faveur de batailles locales et de campagnes mondiales. Je tiens à remercier l'équipe de l'IBB. Nous devons particulièrement saluer le personnel de notre organisation, qui œuvre sans relâche, et avec engagement. Merci à l'équipe mondiale de l'IBB ! »

Sommaire

Avant-propos	i
De Bangkok à Durban: Tous ensemble dans la lutte !	1
1. Renforcement syndical	1
Organiser et négocier avec les multinationales	1
Organiser dans le cadre des projets d'infrastructure	1
Certification des forêts et droits des travailleurs	2
« Jeux justes – Jeu décent » : campagnes et organisation dans le domaine du sport	3
2. Garantir des emplois décents	4
Santé et sécurité au travail	4
Combattre le travail précaire	5
Le travail décent dans les industries de la sylviculture et du bois.	6
Changement climatique, transition juste et travail décent	7
3. Défendre les droits	8
Les droits syndicaux	8
Les droits des travailleurs migrants	10
Les jeunes et la génération de demain	11
Encourager l'égalité entre les sexes	12
Poursuite du programme d'écoles pour enfants travailleurs et plaidoyer pour la fin du travail des enfants	12
Mécanismes de mise en œuvre de l'IBB	13
Amandla! pour l'avenir:	
Aperçu du Plan stratégique 2018-2021	16
Amendements aux Statuts	21
Résolutions du Congrès	22
Actions de solidarité.	22
Les jeunes.	22
Accords commerciaux néolibéraux	22
Accords internationaux	22
Actions mondiales pour la défense des droits des travailleurs	23
Coopération entre l'IBB et la FETBB	23
Liste des responsables de l'IBB 2018-2021	24
Présidium de l'IBB	24
Comité mondial de l'IBB	24
Conseil mondial de l'IBB	24
Comité des auditeurs de l'IBB	27
Comité international des femmes de l'IBB (CIF)	27

DE BANGKOK À DURBAN:

Tous ensemble dans la lutte !



1. RENFORCEMENT SYNDICAL

■ Organiser et négocier avec les multinationales

Pour l'IBB, le défi a été de trouver comment amener les multinationales à reconnaître leurs responsabilités quant à l'impact de leurs activités sur les droits de l'homme, non seulement pour ce qui est de leur main-d'œuvre directe mais également des travailleurs employés dans les chaînes d'approvisionnement, où le risque de conditions de travail abusives est le plus élevé. L'IBB a profité de diverses opportunités pour faire pression sur les multinationales et les amener à adopter un comportement responsable : à travers les dispositions liées au travail dans les crédits à l'exportation et dans les normes relatives aux passations de marchés, telles qu'établies par la Banque mondiale et d'autres banques régionales ; et en s'appuyant sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

L'IBB a négocié 21 accords-cadres internationaux (ACI) avec des multinationales. Cinq nouveaux accords ont été signés au cours de la période de mandat du précédent Congrès et le renouvellement d'autres accords a débouché sur d'importantes améliorations. L'IBB négocie à présent sur un plus large éventail de questions, y compris l'accès des syndicats et la neutralité ; la sécurité de l'emploi ; les droits des travailleurs migrants ; des dispositions plus strictes en matière de SST ; l'extension de l'applicabilité des dispositions aux sous-traitants et aux coentreprises. Les dispositions en matière de surveillance sont également plus strictes, y compris la reconnaissance du rôle des réseaux syndicaux mondiaux de l'IBB. L'IBB a du reste établi avec certaines multinationales des mécanismes de dialogue sur des questions spécifiques, bien qu'aucun ACI n'existe avec celles-ci.

Dans l'industrie du ciment, l'IBB a commandé une enquête mondiale sur les conditions de travail, qui a clairement levé le voile sur l'inquiétante extension de la sous-traitance, l'absence de représentation syndicale et le nombre effroyable d'accidents mortels évitables. Menée auprès de 113 usines dans 40 pays, l'enquête a donné l'élan nécessaire à la mise en place d'un nouveau réseau syndical mondial du ciment en 2016, qui a joué un rôle déterminant en termes de mobilisation pour des campagnes efficaces. L'accord visant la négociation d'un nouvel ACI, dans le sillage de la fusion Lafarge-Holcim, qui couvrira plus de 100 000 travailleurs dans 2 500 usines à travers le monde, est un accomplissement majeur pour l'IBB et le fruit d'une action décisive et de la solidarité mondiale.

L'IBB a également renforcé son travail d'organisation au sein des multinationales chinoises, avec l'adoption d'une stratégie d'organisation mondiale lors d'une conférence tenue en 2015 sur la question. Les conventions collectives ont connu une augmentation importante, en particulier en Afrique, grâce à des campagnes ciblées. Les résultats ont été impressionnants : des efforts d'organisation syndicale ont été menés dans le cadre de 153 projets liés à des multinationales chinoises, ralliant plus de 43 000 nouveaux membres et débouchant sur 60 conventions collectives au niveau de l'entreprise ou au niveau sectoriel ou national – un témoignage du pouvoir que peuvent avoir les travailleurs à travers des actions de grève coordonnées.

■ Organiser dans le cadre des projets d'infrastructure

L'IBB a négocié des avantages importants au profit des ouvriers du bâtiment employés dans le cadre de projets d'infrastructure, en s'appuyant sur les politiques de passation de marchés publics. Elle a particulièrement influencé le processus d'élaboration de la nouvelle Norme Environne-

mentale et Sociale 2 de la Banque mondiale, une mesure de sauvegarde complète pour les droits humains et le monde du travail, et sa nouvelle politique de passation de marchés qui s'accompagne de nouvelles clauses obligatoires sur les normes internationales du travail dans les documents d'appel d'offres et les contrats de construction. L'IBB coopère désormais avec la Banque mondiale à la préparation de documents d'orientation et de formation sur les nouvelles normes. L'IBB a également travaillé aux côtés de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de revoir la mise en œuvre des normes du travail dans leurs projets d'infrastructure.

Le Forum de dialogue mondial de l'OIT sur les bonnes pratiques et les difficultés de la promotion du travail décent dans les projets de construction et d'infrastructure a été particulièrement important en 2015 puisqu'il a permis d'adopter un ensemble de points de consensus y compris la nécessité d'une campagne de promotion de la ratification des conventions de l'OIT n° 94 sur les clauses de travail dans les contrats publics et n° 167 sur la sécurité et la santé dans la construction.

L'IBB a soutenu les efforts déployés par les syndicats locaux afin d'organiser les travailleurs dans le cadre des projets d'infrastructure, en s'appuyant sur les politiques de passation de marchés publics, les ACI ou les accords industriels nationaux qui garantissent les droits syndicaux et les normes de santé et de sécurité. De nombreux exemples d'organisation réussie peuvent ici être cités en lien avec des projets d'infrastructure, à l'image des projets de Corridors routiers et ferroviaires paneuropéens, qui mettent l'accent sur la santé et la sécurité au travail (SST) ; et en Asie du Sud, où la plupart des projets d'infrastructure sont financés au moyen de fonds publics ou par les institutions financières internationales (IFI). En Afrique australe, de nouvelles conventions collectives ont été signées, couvrant plus de 20 000 travailleurs et aboutissant à une hausse des salaires, des gains en matière de SST et de nouvelles dispositions relatives aux congés de maternité et de paternité. En Amérique latine, l'IBB a joué un rôle important au cours de la campagne de syndicalisation dans le cadre du projet d'extension du Canal de Panama, en facilitant les contacts entre son affilié, SUNTRACS, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID), ce qui a permis au syndicat d'accéder au site, d'organiser la main-d'œuvre et d'obtenir une amélioration des conditions d'emploi et la prise de mesures absolument essentielles en matière de SST.

■ Certification des forêts et droits des travailleurs

L'IBB s'engage fermement à soutenir les deux principaux programmes de certification, à savoir le Forest Stewardship Council (FSC) et le Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC), afin que ceux-ci puissent garantir le travail décent et la sylviculture durable à long terme. Elle prête appui aux réseaux syndicaux implantés

Le syndicalisme novateur a permis d'ériger un solide bloc de résistance syndicale, prêt à passer à l'offensive !

« Ce qui m'a particulièrement frappé au cours des quatre dernières années, c'est l'étonnant niveau de croissance de l'IBB dans l'ensemble de la région et l'avènement d'un nouveau leadership syndical, suite à l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes pro-travailleurs dans toutes les sous-régions. Un syndicalisme novateur s'est installé, accordant la priorité à la mobilisation et aux campagnes soutenant les droits des travailleurs, ainsi qu'à la lutte en faveur de meilleures conditions de travail et de vie pour tout un chacun.

Il ne s'agit pas uniquement de croissance numérique des effectifs ; ce qui est véritablement frappant, c'est l'évolution qualitative des contributions politiques des affiliés vis-à-vis des stratégies mondiales de l'organisation internationale. Les campagnes pour le travail décent dans le contexte de la Coupe du monde de la FIFA 2014 au Brésil et des Jeux Olympiques de 2016 à Rio de Janeiro sont de bons exemples. Si ces campagnes ont abouti avec succès, c'est parce qu'elles reposaient sur le processus politique engagé pour forger une nouvelle unité syndicale dans l'action, qui a profité à la fois aux travailleurs de la construction et à l'ensemble des communautés concernées par les méga-événements sportifs.

Cette évolution politique et cette croissance des effectifs sont également consécutives à la mise en place de nouvelles structures organisationnelles : les réseaux de multinationales et réseaux sectoriels, la création du Comité régional des jeunes et les groupes de femmes dirigeantes. Parallèlement à cela, la communication et l'échange d'informations se sont nettement améliorés et, surtout, le fonctionnement des structures statutaires régionales est aujourd'hui plus opérationnel et stratégique.



Ce syndicalisme novateur a pu être poursuivi malgré les transformations politiques et économiques négatives qui se sont opérées en deuxième partie de mandat du précédent Congrès. Les forces émergentes du conservatisme politique et de l'économie néo-libérale ont constaté qu'elles devaient faire face à un mouvement syndical mieux informé, mieux organisé et mieux équipé, doté de moyens d'action efficaces reliant les scènes locale, régionale et internationale : un solide bloc de résistance, prêt à passer à l'offensive ! »

un solide bloc de résistance, prêt à passer à l'offensive ! »

Saul Mendez Rodrigues, Vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

dans les sociétés certifiées et encourage la certification en tant qu'outil d'organisation. Elle s'est appuyée sur ses mécanismes de plainte afin de défendre la protection des forêts mondiales en revendiquant pour les normes du travail une importance égale aux normes économiques et environnementales.



L'IBB a renforcé son rôle dans les structures de gouvernance du FSC. Rulita Wijyaningdyah, KAHUTINDO, Indonésie, a été réélue au Conseil d'administration du FSC, représentant la chambre sociale du Sud. Au cours de la période de mandat du Congrès, 20 affiliés se sont activement engagés au niveau de la chambre sociale. En octobre 2017, l'IBB a participé à l'Assemblée générale du FSC à Vancouver et présenté des motions sur l'inclusion des normes du travail dans

la chaîne de contrôle FSC. Le résultat était loin d'être satisfaisant, mais l'IBB a mis en place de solides alliances au sein du FSC et elle est convaincue qu'elle atteindra cet objectif en temps voulu.

L'IBB aspire également à

faire davantage prendre conscience du rôle des syndicats auprès des organismes de certification et des auditeurs.



L'IBB est aussi représentée au niveau du FSC. Bill Street, IAMAW, a été élu Président du Conseil international et a favorisé d'importants progrès en faveur du renforcement des normes du travail. Il a été suivi par Michael Rose, du même syndicat, qui a été élu membre du Conseil international en 2017. Michael est également membre du Groupe de travail du PEFC sur la chaîne de contrôle, qui a pour mandat d'actualiser les normes et inclut les droits du travail.

L'IBB soutient ses affiliés afin qu'ils s'appuient sur les systèmes de certification pour promouvoir les droits des travailleurs. En de nombreux points du globe, les affiliés ont commencé à agir activement au niveau des systèmes nationaux de certification. Pourtant, nombre d'entreprises certifiées ne garantissent toujours pas les droits des travailleurs. Dans le cadre d'une affaire très médiatisée, sous l'effet des pressions exercées par l'IBB et le syndicat local, le FSC et le PEFC ont tous deux résilié l'affiliation de Sabah Forestry Industries, en Malaisie, pour avoir lancé plusieurs recours judiciaires dans le but de porter atteinte aux droits des travailleurs. Bien que l'utilisation des systèmes de certification pour lutter en faveur des droits des travailleurs présente certaines limites



et difficultés, l'IBB a clairement démontré que cet instrument pouvait servir à mettre fin aux abus des entreprises.

■ « Jeux justes – Jeu décent » : campagnes et organisation dans le domaine du sport

Les grandes manifestations sportives font l'objet d'une attention publique considérable et l'IBB a su se servir de cette exposition pour organiser les travailleurs, améliorer les conditions de travail et les normes de sécurité et faire campagne pour les droits des travailleurs en appelant à l'action sous la bannière « Jeux justes – Jeu décent ! ». De 2014 à 2017, l'IBB s'est engagée simultanément dans le cadre de plusieurs grands événements sportifs : de la Coupe du monde 2014 au Brésil aux Jeux olympiques d'été 2020 à Tokyo, au Japon, en passant par la Coupe du monde 2022 au Qatar. Au Brésil, après avoir surmonté de nombreux obstacles, un ensemble homogène de revendications ont été convenues entre les syndicats et la campagne a permis de rallier de nouveaux affiliés, d'augmenter l'effectif de membres et d'obtenir des gains importants en matière de négociation collective. À Rio, les syndicats ont organisé 50 000 travailleurs, un chiffre impressionnant, et l'adoption du Protocole sur la santé et la sécurité dans le contexte des Jeux olympiques de 2016



compte au nombre des principales réalisations. En Russie, l'IBB a levé le voile sur l'exploitation brutale des travailleurs migrants nord-coréens, et son action de plaidoyer a conduit à un accord d'inspection du travail entre le RBWU – un affilié de l'IBB, la FIFA et le Comité d'Organisation Local (COL) de la Coupe du monde 2018 de la FIFA en vue de garantir des conditions de travail sûres et décentes dans le contexte de la construction et la rénovation des stades de football.

Au Qatar, au terme de trois années de plaidoyer et de bataille publicitaire négatif au sujet des conditions d'emploi des travailleurs migrants, l'IBB a signé deux protocoles d'entente avec les sociétés Vinci, France et BESIX, Belgique. Elle a ensuite signé avec le Comité suprême pour les projets et l'héritage au Qatar un accord d'inspection conjointe sur le travail décent et la santé et la sécurité concernant les sites de construction de la Coupe du monde 2022. Le protocole d'entente prévoit des inspections conjointes des chantiers de construction et des lieux d'hébergement et dispose que l'IBB travaillera aux côtés du Comité suprême sur les questions touchant la santé et la sécurité ainsi que le bien-être des travailleurs. Cet accord historique est le fruit de l'action

de plaidoyer déterminée menée par l'IBB dans le cadre de la campagne « Carton rouge pour la FIFA ».

La campagne « Carton rouge pour la FIFA » incluait l'envoi coordonné de lettres aux associations nationales de football appelant la FIFA à adopter et mettre en œuvre des politiques respectueuses des droits de l'homme et des normes internationales du travail ; une journée mondiale d'action a eu lieu en mai 2016 ainsi qu'une manifestation devant le bâtiment accueillant le Congrès de la FIFA. L'IBB a déposé une plainte contre la FIFA auprès du point de contact national suisse, en invoquant les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, reprochant à celle-ci de ne pas avoir répondu à son devoir de diligence en matière de droits de l'homme concernant les travailleurs du bâtiment émigrés au Qatar. L'IBB a obtenu gain de cause et la FIFA a finalement accepté d'user de son influence pour garantir des conditions de travail décentes et sûres sur les sites associés à la Coupe du monde 2022 et au-delà. Avec la nomination de la nouvelle Secrétaire générale de la FIFA début 2016, un Conseil consultatif indépendant a été établi



afin de superviser la situation des droits de l'homme, comptant parmi ses membres le Secrétaire général de l'IBB. En outre, la FIFA a ajouté dans ses documents d'appels d'offres en vue de la Coupe du monde 2026 une mention sur la nécessité de respecter les normes internationales du travail.

En revanche, la relation avec le Comité International Olympique (CIO) est décevante et le CIO n'a apporté aucune réponse concernant les graves problèmes de santé et de sécurité constatés, tant au Brésil qu'en Corée du Sud, ni sur la question des arriérés de salaires en Corée du Sud. Le défi se poursuit !

L'IBB a publié une série de travaux de recherche et de documents stratégiques, y compris des enquêtes sur les conditions de travail sur les chantiers de la Coupe du monde en Russie et au Qatar, des supports de campagne et des vidéos. L'IBB est également membre de plusieurs coalitions visant à mettre en évidence l'impact de ces manifestations sportives d'envergure mondiale, notamment la plateforme Mega Sporting Events Platform for Human Rights (« MSE Platform » en anglais), présidée par Mary Robinson. La Conférence mondiale de l'IBB sur le lien entre sport et migration s'est tenue à Berlin, en juin 2017, et a passé en revue les progrès réalisés au cours de la période de mandat

du Congrès. L'IBB est aujourd'hui un acteur très visible, respecté et reconnu auprès des organisateurs de grands événements sportifs, en particulier pour ce qui concerne les préoccupations de santé et de sécurité. Elle a accompli des progrès majeurs, mais la route est encore longue !

2. GARANTIR DES EMPLOIS DÉCENTS

■ Santé et sécurité au travail

Les secteurs de l'IBB sont parmi les lieux de travail les plus dangereux au monde et l'on y relève des taux élevés de décès et de blessures, ainsi que de maladies professionnelles. Les données sont très insuffisantes, mais l'information disponible indique que la situation ne s'améliore guère dans bon nombre de pays. En Asie du Sud par exemple, 4 500 décès annuels de travailleurs seraient dus à des immeubles qui s'effondrent.

Au cours de la période de mandat du Congrès, l'IBB a aidé les syndicats à établir des représentants de la sécurité ainsi que des comités de santé et de sécurité, en s'appuyant sur des bases juridiques et sur des normes du travail solides. Elle a également appuyé des programmes de formation pour plus de 1000 représentants de la sécurité chaque année. Et elle fournit les supports d'information afin de soutenir ces programmes. Elle entend mettre sur pied des réseaux de cadres syndicaux dûment formés et des représentants des travailleurs dûment informés, devenant la première ligne de défense dans la bataille pour la sécurité des conditions de travail.

L'IBB a plaidé pour de meilleurs accords industriels et de meilleures pratiques en matière de SST dans les conventions collectives et les ACI. Elle a continué d'œuvrer à améliorer les conventions relatives à la santé et la sécurité dans la construction, aux côtés des entrepreneurs internationaux, des banques multilatérales (BMD) et de la Fédération internationale des ingénieurs. Elle plaide pour la ratification et l'application effective des conventions pertinentes de l'OIT. Au niveau national, elle encourage les groupes de



travail nationaux sur les stratégies de prévention sectorielles spécifiques et les plans d'action nationaux destinés à réduire le nombre de décès, d'accidents et de maladies liés au travail, ainsi que les campagnes de prévention sur des dangers

Les syndicats gagnent en force et en influence en tant que porte-parole reconnu de la société civile

« J'ai pu observer comment, avec le soutien de l'IBB, les affiliés ukrainiens ont gagné en force et en influence au cours de la période de mandat du dernier Congrès. PROFBUD, le syndicat du bâtiment, a remporté une victoire majeure en 2017 en signant la première convention collective nationale depuis dix ans. L'accord prévoyait une augmentation significative des salaires et renforçait la légitimité du syndicat. Au cours de l'offensive menée au printemps 2017 en appui à la nouvelle convention collective, le Secrétaire général de l'IBB s'est rendu dans le pays et la visite a eu un impact important.

Les négociations autour de l'accord d'association UE-Ukraine ont également ouvert de nouvelles possibilités pour les syndicats en Géorgie, Moldova et Ukraine. Ils ont participé aux plates-formes de la société civile, des instances officielles de l'accord d'association qui ont tenu des réunions avec des responsables du FMI et peuvent se faire l'écho des problèmes rencontrés par la classe ouvrière.

Les syndicats ont participé aux campagnes mondiales de l'IBB, comme la migration et l'égalité et la non-discrimination – un travail qui leur a permis de développer des liens plus étroits avec d'autres organisations de la société civile. Également, l'IBB est connue dans le pays en raison de ses campagnes mondiales sur Lafarge-Holcim et IKEA. L'IBB a apporté une assistance cruciale sur le terrain à propos des méthodes de négociation avec les multinationales dans le cas d'Heidelberg, l'une des plus importantes entreprises de ciment du pays. PROFBUD est à présent reconnu par la direction locale et a obtenu la mise en œuvre de la convention collective ; il a également créé un conseil de coordination des multinationales.

PROFBUD a également joué un rôle de premier plan dans le cadre des protestations organisées contre les mesures anti-ouvrières et il agit désormais comme porte-parole pour exprimer le mécontentement populaire. Les formations proposées par l'IBB sur les réseaux sociaux et les nouveaux outils de communication ont été très importantes à cet égard. Grâce à leurs apparitions télévisées, les syndicats ont nettement gagné en visibilité et leurs communiqués de presse et déclarations sont aujourd'hui largement diffusés dans les médias de masse. PROFBUD est devenu un partenaire incontournable, consulté par le gouvernement et par la commission parlementaire sur la construction. »

Johan Lindholm, Vice-président régional pour l'Europe



spécifiques, tels que les risques liés aux machines, les cancers professionnels et l'exposition à l'amiante, à la poussière et aux substances chimiques au travail.

En Asie centrale, au Kazakhstan et au Tadjikistan, en Géorgie et ailleurs, les syndicats ont systématiquement mis en œuvre des programmes de formation sur l'évaluation et la prévention des risques dans le domaine de la SST, au profit des inspecteurs des syndicats. En Macédoine, le SGIP a organisé des programmes de licence des représentants SST et a ensuite été en mesure de signer un protocole d'entente sur la santé et la sécurité avec la multinationale chinoise Sinohydro et ses sous-traitants. Ils ont publié des guides sur la SST à l'intention des inspecteurs et des travailleurs et lancé une campagne d'information « Construire des routes sans victimes ! »

L'IBB œuvre depuis longtemps en faveur de la campagne pour l'interdiction de l'amiante et a organisé des conférences, des missions de solidarité internationale, des manifestations, des conférences de presse et d'autres interventions médiatiques. Elle participe également à la Journée internationale de commémoration des travailleurs, le 28 avril, à l'occasion de laquelle sont organisés plus d'une centaine de manifestations nationales afin d'attirer l'attention sur le droit des travailleurs à un emploi

sûr et sain. Dans le sillage des politiques d'austérité, cette journée est également devenue une occasion de défendre la santé et la sécurité face aux compressions budgétaires et aux politiques visant à affaiblir la législation et son application. Chaque année, l'IBB met en lumière les interventions de ses affiliés afin de montrer qu'en effet, « les syndicats rendent le travail plus sûr ! »

■ Combattre le travail précaire

Particulièrement répandu dans les pays en développement, notamment dans le secteur privé, le travail précaire est aujourd'hui de plus en plus courant dans de nombreuses industries des pays développés. La crise économique et les programmes d'austérité associés ont fragilisé la sécurité de l'emploi dans la grande majorité des pays. Les décideurs à l'échelle mondiale, les gouvernements et les employeurs ont encouragé les réformes du code du travail pour améliorer la « flexibilité » sur le marché du travail, au détriment de la protection de l'emploi et, dans certains cas, des droits à se syndiquer et à négocier.

Les droits, en droit et en pratique, sont principalement liés aux relations de travail directes. Néanmoins, les contrats d'emploi directs sont remplacés par des contrats temporaires, des contrats à durée déterminée, le travail occasionnel, le travail temporaire, les contrats saisonniers (souvent pendant toute l'année), le travail à la demande et le faux travail indépendant. De nombreuses entreprises n'emploient pas ou peu de travailleurs directs afin de se soustraire à leurs obligations. Dans ce contexte difficile, l'IBB et ses affiliés se sont mobilisés et ont mené campagne pour des salaires et des conditions de travail décentes comme alternative au travail précaire.

Dans le cadre des négociations avec les multinationales de l'IBB, le travail précaire est une préoccupation de premier plan dès lors que les ACI couvrent également les travailleurs des chaînes d'approvisionnement. L'IBB encourage en outre une nouvelle réglementation du travail afin de limiter le travail précaire : en Belgique, aux Pays-Bas et en Afrique du Sud, par exemple, un nouveau dispositif réglementaire limite le recours aux contrats à durée déterminée et temporaires. Malgré le contexte politique difficile, le syndicat des travailleurs du



bâtiment turcs YOL-IS a remporté une victoire importante, mettant fin à la sous-traitance pour 10 000 agents de la Direction générale des autoroutes. En Asie, des progrès ont été réalisés dans la syndicalisation des travailleurs contractuels, notamment dans les secteurs de la cimenterie et du bâtiment, y compris aux Philippines, au Cambodge et au Myanmar, où les négociations des syndicats ont abouti à l'inclusion des travailleurs contractuels dans les conventions collectives, avec des garanties en faveur de l'égalité des droits en matière d'emploi. En Corée, le KFCITU a entrepris une campagne de longue durée contre le recours généralisé à la sous-traitance. En août 2017, cinquante sous-traitants ont accepté de signer une convention collective sectorielle qui prévoit des clauses salariales, des journées de travail de 8 heures, le repos dominical, la sécurité de l'emploi et la réembauche prioritaire des membres du syndicat..

■ Le travail décent dans les industries de la sylviculture et du bois.

Des réunions des réseaux régionaux des syndicats du bois et de la sylviculture ont été organisées tous les ans au cours de cette période de mandat du Congrès. Ces réunions ont permis de déterminer les objectifs en termes de syndicalisation, de réfléchir à des prises de position politique et d'aider les affiliés dans leurs relations avec les employeurs, les gouvernements et les organisations internationales. Des études des différents sous-secteurs ont été menées afin d'étayer les stratégies et les activités sectorielles. Ainsi, « l'identité sectorielle des travailleurs du bois et de la sylviculture » et la solidarité intersyndicale ont été consolidées et les réseaux d'échange d'informations ont été améliorés.

L'IBB a organisé des programmes d'organisation et de renforcement des capacités en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine afin d'informer les affiliés sur la certification et



Donner aux syndicats la chance de se battre

« Les droits des travailleurs ont été considérablement affaiblis en Asie-Pacifique, en raison de la forte montée des régimes autoritaires qui ont introduit des réformes du travail régressives, conférant aux entreprises la « liberté » d'agir comme bon leur semble. Au sein de l'IBB, nous avons mené des actions de solidarité et travaillé de concert avec d'autres syndicats mondiaux et l'OIT, de façon à pouvoir accorder aux affiliés le soutien dont ils ont tant besoin. De nombreux syndicalistes sont victimes de persécutions et mis en danger personnellement, mais ils continuent pourtant à se battre pour la reconnaissance syndicale et à soumettre des revendications collectives. C'est sur cette toile de fond que l'IBB donne aux syndicats la chance de se battre. Pour moi, la croissance de nos effectifs constitue notre plus belle victoire !

En Thaïlande, l'effectif du BWICT s'est considérablement étoffé dans le secteur des matériaux de construction, en dépit du coup d'état de 2013-2014 qui a porté atteinte à l'état de droit et, de fait, il est beaucoup plus difficile pour les syndicalistes de contester la politique du gouvernement.

En Australie, le rétablissement de l'Australian Building and Construction Commission et le Code du bâtiment connexe enfreignent les droits des travailleurs de la construction et constituent une attaque dirigée contre le CFMEU et l'UTE. L'IBB s'est associée à une plainte déposée par les syndicats australiens auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT à l'encontre du gouvernement de l'Australie.

Aux Philippines, l'ALU, le NUBCW et la FFW font partie des voix critiques s'élevant contre le régime dictatorial du président Duterte, qui agit sans vergogne en violation des droits de l'homme. Les syndicats se sont également fait l'écho du fait qu'il n'avait pas tenu sa promesse électorale de mettre fin à la contractualisation.

Au Pakistan, le PFBWW organise les travailleurs de la construction et négocie une convention collective, bravant la répression militaire et les attaques judiciaires arbitraires pour parvenir à une amélioration des conditions de travail et de la santé et la sécurité.

Au Cambodge, le BWTUC organise de nouveaux syndicats dans les secteurs des matériaux de construction et des projets de construction, en dépit de sévères restrictions au droit à la liberté syndicale et du démantèlement de l'opposition politique.

À Sarawak, Malaisie, le TIEUS organise les travailleurs employés dans les chaînes d'approvisionnement du bois associées aux Jeux olympiques de Tokyo 2020, en s'opposant à un droit restrictif en matière de relations industrielles et en repoussant les attaques à l'encontre des droits des travailleurs migrants pour reconstruire les normes du travail dans une section de l'industrie où les travailleurs ne sont plus syndicalisés depuis longtemps.

David John Noonan, Vice-président régional pour l'Asie-Pacifique



les principales priorités. Outre les systèmes de certification forestière (traités dans une autre section), les accords de partenariat volontaire sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de l'UE (FLEGT-VPA), qui portent sur l'exploitation forestière illégale, ont servi à organiser au Ghana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Gabon.

■ **Changement climatique, transition juste et travail décent**

sur les moyens de renforcer leur capacité d'organisation. Nous avons rencontré des succès notables en matière d'organisation sur le lieu de travail, de reconnaissance syndicale, de négociation collective et d'égalité de traitement des travailleurs contractuels. En Inde par exemple, le TKTMS a formé un recours devant la Haute Cour de Chennai contre le Tamil Nadu Newsprint Paper Ltd, parce que des travailleurs sous contrat accomplissant des tâches similaires à celles des travailleurs permanents percevaient des salaires inférieurs et évoluaient dans des conditions de service plus défavorables. La Cour a ordonné la création d'une commission spéciale pour examiner la situation des travailleurs contractuels dans l'ensemble de l'industrie du papier.

L'adoption d'une « approche globale » de la chaîne d'approvisionnement a été un élément central des stratégies de syndicalisation sur le terrain. Les produits du bois, les produits dérivés et les sous-produits sont négociés non seulement entre pays mais au sein des multinationales. L'IBB a joué un rôle déterminant en aidant les syndicats à aborder ces questions dans le cadre de leurs stratégies d'organisation. Les ACI avec des entreprises du bois et de l'ameublement ont été renforcés et utilisés afin de parvenir à la reconnaissance syndicale et à la signature de conventions collectives, comme ce fut le cas pour l'usine Faber Castell à Lima, Pérou. L'ACI conclu avec IKEA a été diffusé auprès des affiliés concernés pour leur permettre de mener à bien le travail d'organisation en Indonésie et en Malaisie, et un réseau syndical des fournisseurs d'IKEA a été mis sur pied en Asie. L'implication de GS Sweden au sein du réseau d'IKEA en Asie a facilité la constitution d'alliances intersyndicales. L'IBB a également collaboré avec des multinationales n'ayant pas encore signé d'ACI avec elle-même et ses affiliés et elle a également rencontré des sociétés non européennes.

Lutter contre l'abattage illégal et promouvoir une meilleure gouvernance dans le secteur de la sylviculture afin de développer les opportunités d'emploi ont aussi compté parmi

aux indéniables défis que constituent le changement climatique et la nécessité d'une transition juste. Les syndicats ont su faire entendre leur voix dans la formulation des nouvelles normes en faveur des bâtiments écologiques et de l'infrastructure durable, dès lors que l'évolution des méthodes et des matériaux de construction peut se traduire par d'importantes réductions des gaz à effet de serre. L'IBB a donc intensifié sa participation aux débats internationaux consacrés à l'environnement et au changement climatique.

L'IBB était représentée par une forte délégation à l'occasion de la conférence sur le climat COP 21 en décembre 2015, où l'Accord de Paris a été adopté avec son plan d'action interna-

tional visant à mettre le monde sur la bonne voie en maintenant le réchauffement planétaire en dessous de 2°C. Elle a publié une brochure intitulée « Pour un cadre visant à combattre le changement climatique dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, de la sylviculture et du bois : le point de vue des travailleurs », qui a servi de support de formation. À l'occasion de la COP 22 au Maroc en 2016, l'IBB a élaboré une liste de points de plaidoyer axés sur le potentiel offert par les appels d'offres publics et les banques de prêt afin d'élaborer des exigences visant à calculer des alternatives avec réduction des émissions de carbone ; appeler les normes et codes du bâtiment à inclure la réduction des émissions de carbone et les objectifs à atteindre en la matière, et à ce que les systèmes d'attribution de marchés publics exigent que tous les produits à base de fibres de bois soient issus de forêts gérées de façon durable.

Les affiliés de l'IBB dans la région Afrique-MOAN ont participé au 14ème Congrès forestier mondial qui s'est tenu en septembre 2015 à Durban, Afrique du Sud et ont pris part à des événements parallèles avec le FSC et le PEFC, de même



qu'avec d'autres organisations de la société civile. L'IBB a également participé aux Grands groupes lors du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), appelant le forum à respecter pleinement son objectif visant à « Renforcer les avantages économiques, sociaux et environnementaux,



notamment en améliorant les moyens d'existence des populations qui en dépendent » (Objectif 2 du FNUF). L'IBB a publié un document de synthèse intitulé « Indicateurs communs forestiers mondiaux » sur l'évaluation des conditions des travailleurs forestiers et sur la réalisation des ODD.

Au niveau national, les syndicats ont travaillé sur le climat et les questions de durabilité. En Turquie, TARIM ORMAN-IS a pris part à la COP 21 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et a publié un rapport sur les politiques de lutte contre la déforestation et le changement climatique. Le syndicat a également fait campagne pour que soit mis un terme à un projet minier privé à Cerattepe, qui menaçait les ressources forestières et hydrauliques de la région. Les membres de TARIM ORMAN-IS employés par l'office des forêts local ont apporté leur soutien à la communauté car le ministère avait approuvé les propositions de l'entreprise reposant sur une étude d'impact environnemental inappropriée. IGBAU Alle-

magne a plaidé pour l'octroi de ressources suffisantes aux fins de la réhabilitation des bâtiments dans une perspective d'amélioration de l'efficacité énergétique, afin d'atteindre l'objectif de réduction de la consommation en énergie primaire des bâtiments de 80 pour cent d'ici 2050. Aux côtés des employeurs, le syndicat des travailleurs du bâtiment espagnol MCA-UGT a mené une formation en rénovation écoénergétique des bâtiments. En Amérique latine, des syndicats de travailleurs du ciment ont élaboré des plans d'action environnementaux destinés à réduire les émissions de gaz nocives. En Argentine, UOCRA a produit des manuels de formation afin de promouvoir des pratiques environnementales saines.

L'effondrement tragique du barrage de Mariana au Brésil en 2015, qui a causé la mort de 14 membres de l'IBB et entraîné une catastrophe écologique et économique massive, a amené l'IBB à lancer une nouvelle initiative sur les questions de santé et de sécurité entourant les barrages. Au cours de la période de mandat du prochain Congrès, l'IBB poursuivra son travail de plaidoyer pour une planète durable sous les bannières « il n'y a pas de planète B » et « l'emploi n'existe pas sur une planète morte ! »

3. DÉFENDRE LES DROITS

■ Les droits syndicaux

L'IBB et ses affiliés se sont fièrement unis à l'appui du principe syndical « Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous ! » L'IBB s'est engagée sur un large éventail de questions relatives aux droits de l'homme, principalement les droits syndicaux de liberté syndicale et de négociation collective mais aussi l'égalité et la non-discrimination, le travail forcé et la traite, le travail des enfants, les droits des migrants et des réfugiés ainsi que les normes de SST.



En réponse aux cas de violations des droits syndicaux, d'attaques contre des syndicalistes, tels que les licenciements, l'emprisonnement ou d'autres mesures répressives, l'IBB a lancé des appels, à la demande des affiliés, afin de diffuser des messages de solidarité en ligne et d'assurer la coordination des rassemblements ou d'autres actions. Dans les cas extrêmement graves et urgents, l'IBB a également dépêché des missions de solidarité. Au



cours de la dernière période de mandat du Congrès, l'IBB a lancé un nombre important de messages de solidarité, y compris dans les cas du Zimbabwe, de la Corée du Sud, de l'Australie, du Swaziland et du Panama. Elle a également soutenu ses affiliés sur les questions concernant la reconnaissance syndicale, les manifestations ou les grèves en opposition à l'externalisation ou aux licenciements, les conditions de travail dangereuses ou l'absence de mise en œuvre des conventions collectives ou de renégociation de leurs dispositions.

L'IBB a également porté des cas de violations des droits de l'homme devant le Comité de la liberté syndicale de l'OIT et la Commission de l'application des normes de la Conférence de l'OIT (CAN). Elle s'est associée à d'autres syndicats mondiaux pour défendre le droit de grève au niveau de l'OIT, alors que le groupe des employeurs continuait de le remettre en question. En février 2015, l'IBB a participé à une journée mondiale d'action pour la défense du droit de grève, qui a conduit à un accord en faveur du dialogue social avec les partenaires sociaux en vue d'élaborer un cadre pour l'examen des mécanismes de contrôle de l'OIT.

Dans de nombreux pays, les gouvernements ont cherché à introduire des réformes du travail régressives afin de déréglementer le marché du travail et porter atteinte aux droits syndicaux. L'IBB et ses affiliés se sont joints à d'autres syndicats mondiaux pour soutenir les campagnes nationales, y compris les grèves, dans certains cas, en protestation contre ces réformes. Les affiliés de l'IBB ont participé à des manifestations contre les nouvelles propositions de la législation du travail dans plus de 10 pays de différentes régions du monde, y compris en Europe.



Les femmes aux avant-postes : Puiser une force nouvelle dans des racines bien ancrées !

« Quelle fierté pour notre région d'avoir organisé un Congrès historique, où les statuts de l'IBB ont été modifiés pour inclure un Président adjoint représentant le Sud, où les structures dédiées aux jeunes ont été reconnues pour la première fois au niveau régional et international et où l'IBB a réaffirmé son engagement à garantir un quota de représentation féminine à hauteur de 30 pour cent dans les instances décisionnelles.

Tout au long de la période de mandat du Congrès, j'ai pu observer une évolution progressive mais significative au profit des femmes dans notre région. Bien que la plupart des syndicats soient encore dirigés par des hommes, les femmes dirigeantes sont remarquables et, plus que jamais, les syndicats donnent la priorité aux préoccupations des femmes membres. L'égalité de rémunération et l'écart de rémunération entre hommes et femmes font toujours davantage partie du travail syndical. Les femmes ont activement fait campagne contre la violence sexiste, les pratiques de travail déloyales sur les lieux de travail et la discrimination entre les sexes. En Afrique et au Moyen-Orient, les syndicats identifient de nouvelles voies pour interagir avec les femmes membres.

La région a fait campagne pour l'inclusion de femmes dirigeantes dans les instances décisionnelles. Certains syndicats ont réussi à atteindre l'objectif de participation/représentation fixé à 30 pour cent. Les syndicats ont élu des femmes à des postes de direction clés, y compris MANWU-Namibie, BCCEAWU-Malawi, ZCATWU-Zimbabwe, TWU-Ghana, NUBEGW-Zambie, pour ne citer que ceux-ci. La région MOAN a vu la création d'un réseau de femmes dynamique et certaines femmes siègent depuis peu au sein des comités exécutifs de syndicats basés en Égypte, au Liban, en Palestine, en Tunisie et à Bahreïn.

Dans l'optique du 4e Congrès de l'IBB, l'objectif était de s'assurer que des femmes soient élues au niveau de la direction mondiale de l'IBB. Pour la région Afrique et Moyen-Orient, nous sommes fiers de ce que nous avons accompli : Justina Jonas Emvula, Secrétaire générale du MANWU-Namibie, qui avait débuté sa carrière syndicale en tant que jeune dirigeante, et Elizabeth Amuto du syndicat du bâtiment de l'Ouganda, qui préside également le Comité régional des femmes, ont été élues au Conseil mondial. Avec la présence de femmes aux avant-postes, notre mouvement repart avec une force nouvelle, en puisant dans ses racines bien ancrées ! »

Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamal,
Vice-président régional pour l'Afrique / Moyen-Orient et
Afrique du Nord

Les affiliés de l'IBB en Europe, en Asie Pacifique, aux États-Unis et au Canada se sont joints aux mouvements sociaux afin de protester contre les accords de libre-échange tels que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), l'Accord économique et commercial global (AECG), l'Accord sur le commerce des services (AGCS) et l'Accord de partenariat transpacifique qui portent atteinte aux droits des travailleurs et suscitent encore d'autres préoccupations.

Les affiliés de l'IBB ont également été à l'avant-garde de nombreuses luttes politiques pour la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. L'IBB n'a eu de cesse de témoigner sa solidarité et son soutien en faveur de ces luttes, par exemple au Cambodge, en Tunisie, au Burkina Faso, en Thaïlande et à Hong Kong. .

■ Les droits des travailleurs migrants

Les mouvements migratoires et les flux de réfugiés sont fondamentalement des questions internationales. L'IBB est intervenue activement à l'occasion du Forum mondial sur la migration et le développement et du processus menant à



l'adoption de deux propositions de Pactes mondiaux sur les réfugiés et la migration, prévue pour 2018. Elle a participé au sommet de haut niveau sur les réfugiés et les migrants à l'Assemblée générale des Nations Unies et à diverses réunions de l'OIT sur les migrations de travail. Le Secrétaire général de l'IBB préside le groupe de travail du Conseil des syndicats mondiaux sur la migration, qui a concentré ses efforts sur le plaidoyer pour les droits des migrants et a veillé à ce que les conventions de l'OIT sur la question des migrations soient intégrées et mentionnées lors des négociations autour du Pacte mondial. L'IBB est reconnue comme un interlocuteur précieux sur les questions touchant les travailleurs migrants et également dans le contexte des travailleurs migrants et des grandes manifestations sportives, à l'OCDE, à l'ONU et à l'Institut pour les droits de l'homme et l'entreprise.

La Campagne mondiale pour les droits des travailleurs migrants a défini comme objectifs de recruter des travailleurs migrants au sein des syndicats et d'établir un réseau mondial sur la migration. Dans cette optique, l'IBB a organisé une série de conférences régionales sur les migrations de main-d'œuvre en vue d'élaborer des plans d'action,



Amérique du Nord : Vers une identité régionale plus forte

La région nord-américaine couvre les États-Unis et le Canada et affiche un fort potentiel d'accroissement de la base d'adhérents et de nouvelles affiliations dans tous les secteurs de l'IBB. La stratégie qui consiste organiser les travailleurs en s'appuyant les ACI de l'IBB comme points d'entrée a été testée avec succès dans le cadre de la campagne très remarquée conduite par l'IAMAW, en partenariat avec le syndicat suédois GS, en vue d'amener le fournisseur d'IKEA, Swedwood (Danville, Virginie) à reconnaître le syndicat. Bon nombre de multinationales, signataires d'un ACI avec l'IBB, mènent d'importantes opérations en Amérique du Nord. Les affiliés ont examiné comment tirer profit de ce potentiel d'organisation, que ce soit au travers de partenariats avec des syndicats implantés au siège de la multinationale ou via les réseaux sectoriels.

Les affiliés nord-américains ont participé activement aux campagnes de l'IBB, en particulier dans les domaines du sport et de la santé et la sécurité. Leurs contributions ont renforcé la légitimité et la portée des campagnes de l'IBB. La conférence nationale des femmes de métier « Women Build Nations » illustre une stratégie d'organisation innovante. Lors de la dernière édition organisée en octobre 2017, la conférence a attiré plus de 1000 participants, réunissant femmes de métier et dirigeantes syndicales dans le contexte d'un événement interactif et informatif qui visait à « redynamiser » les carrières et mettre à disposition des ressources et des réseaux de soutien.

Les affiliés nord-américains se sont réunis au cours du 4e Congrès mondial de l'IBB en décembre 2017 et un consensus a émergé quant à la nécessité pour l'Amérique du Nord de se forger une identité régionale plus forte, en organisant des réunions régulières et en visant à plus long terme la création d'une structure régionale officielle. La région nord-américaine dispose à présent d'un premier plan de travail et d'un calendrier de réunions sur lesquels elle appuiera son action au cours de la période de mandat du Congrès.

Michael Rose, Vice-président régional pour l'Amérique du Nord

d'établir des réseaux en faveur de l'organisation et du plaidoyer, et de forger des partenariats bilatéraux entre les affiliés de l'IBB des pays d'origine et de destination. Une conférence mondiale a suivi en octobre 2015, organisée à l'époque des déplacements massifs de réfugiés et de migrants en Europe. La Conférence a entendu les témoignages directs des travailleurs migrants, elle a passé en revue les stratégies d'organisation et débattu de la manière de renforcer les relations avec d'autres parties prenantes, y compris les gouvernements, les employeurs, les communautés de migrants et la société civile, afin de garantir les droits des travailleurs migrants.



L'IBB et ses affiliés ont mis en œuvre des programmes de sensibilisation afin d'organiser les travailleurs migrants. Certains syndicats ont cherché à organiser les travailleurs avant leur départ, par le biais de programmes de formation préalables au départ, comme en Inde, au Népal et au Tadjikistan. Les affiliés ont signé des accords bilatéraux, comme ce fut le cas entre les syndicats en Haïti et au Brésil, notamment sur le transfert des cotisations syndicales. À l'initiative de la FNSCBA-CGT France, le Réseau européen pour un détachement équitable et responsable (REDER) a été créé avec des points de contact dans neuf pays de l'Union européenne, et des brochures d'information ont été distribuées à plus de 50 000 travailleurs détachés par l'entremise des syndicats sur les chantiers de construction, des réseaux d'inspiration religieuse et des caisses de sécurité sociale nationales. Le réseau a traité plus de 100 cas de fraude transnationale rencontrés par les travailleurs détachés. En février 2015, le Syndicat des travailleurs de l'électricité finlandais a eu gain de cause dans une importante affaire portée devant la Cour européenne de Justice, impliquant des travailleurs détachés en provenance de Pologne, qui a jugé que la convention collective finlandaise s'appliquait à tous les travailleurs présents dans le pays, indépendamment de l'origine nationale de l'employeur.

L'IBB se familiarise avec les nouveaux outils de médias sociaux, y compris l'application « BWI Connect », passée au banc d'essai au Qatar, qui a une vocation d'information et de soutien des travailleurs migrants. Étant donnée la prédominance des travailleurs migrants au sein de la main-d'œuvre employée dans le cadre des grandes manifestations sportives à venir, y compris en Russie, au Qatar, en Corée du Sud et au Japon, l'IBB collabore avec les syndicats des pays d'origine afin de développer des programmes de coopération et d'information. En juin 2016, une conférence régionale intitulée « Travail décent et grandes manifestations sportives », tenue à Séoul, Corée du Sud, a réuni des affiliés de l'IBB en provenance de Corée, du Vietnam, des Philippines et de Thaïlande afin d'élaborer des stratégies permettant de garantir le respect des droits des travailleurs migrants sur les chantiers des Jeux d'hiver 2018 de PyeongChang. De cette façon, les campagnes liées aux grands événements

sportifs et celles concernant les travailleurs migrants se renforcent désormais mutuellement

■ Les jeunes et la génération de demain

L'IBB s'est engagée en faveur d'un programme de travail dédié à la « génération de demain », mettant l'accent sur la négociation de programmes de formation professionnelle améliorés ; des programmes ciblés d'organisation et de formation au leadership et la promotion de comités de jeunes ; des études de recherche sur les jeunes et l'emploi et sur l'égalité de traitement en faveur des jeunes femmes. Créé en mai 2014, un groupe de travail ad hoc des jeunes a rédigé une politique de l'IBB pour les jeunes et les affiliés ont été encouragés à recruter des jeunes, à créer des structures spécifiques et à les inclure dans les campagnes en cours. Chaque région a mis en place des groupes ayant vocation à accroître la participation effective des jeunes au travail syndical, et beaucoup s'appuient ici sur les médias sociaux et autres outils favorisant la mise en réseau. Nombre d'affiliés ont adopté de nouvelles politiques sur le rôle des jeunes travailleurs dans les syndicats. Il y a eu des



réalisations remarquables : plusieurs syndicats affichent une direction visiblement plus jeune dans de nombreux pays et la proportion de jeunes travailleurs et de jeunes femmes dans l'effectif total s'est accrue.

Dans le cadre de camps de jeunes ou d'universités d'été, de jeunes leaders ont été formés aux campagnes axées sur les multinationales et les projets d'infrastructure. Les jeunes travailleurs ont participé à des campagnes mondiales de l'IBB, notamment les Young Builders of Sweden qui ont soutenu les travailleurs migrants au Qatar, et de nombreuses activités étaient organisées par les jeunes en célébration de la Journée internationale de commémoration des travailleurs (28 avril) et la Journée internationale de la jeunesse (12 août).

En juillet 2017, l'IBB a organisé une université d'été mondiale des jeunes, sous les auspices de UNITE, au Royaume-Uni, qui a réuni 25 jeunes leaders et activistes de 18 pays. L'événement a motivé les participants à œuvrer pour le renforcement des structures dédiées aux jeunes au sein du mouvement syndical mondial. Il a aussi été l'occasion de discuter de projets de résolution à soumettre au 4e Congrès mondial de l'IBB.



■ Encourager l'égalité entre les sexes

L'IBB a encouragé les femmes à se syndiquer, à assumer des postes de direction et à prendre part aux équipes de négociation. En mars 2016, l'IBB a lancé la Campagne « Valoriser le travail des femmes » destinée à réunir les affiliés de l'IBB pour revendiquer une plus grande égalité entre les sexes sur le lieu de travail, dans les syndicats,



au sein des ménages et dans les collectivités. La campagne a été présentée dans le cadre d'une série de réunions régionales et locales où les participantes ont pu suivre des formations de développement du leadership, d'acquisition des compétences de campagne et de syndicalisation, et élaborer des plans d'action destinés à être utilisés par leurs syndicats nationaux. En avril 2017, la réunion pour la région MOAN a été particulièrement importante en raison du nombre encore trop réduit de femmes militantes parmi les affiliés de l'IBB dans cette région.

En conséquence, les affiliés de l'IBB accordent de plus en plus d'importance aux questions de genre dans leurs politiques et leurs budgets ; et les syndicats se sont emparés de questions telles que l'application des lois sur l'égalité des sexes, la réduction de l'écart de rémunération entre hommes et femmes et la promotion de la formation professionnelle des femmes dans les métiers du bâtiment. Lors du Forum social mondial de Montréal au Canada, en août 2016, l'IBB a organisé un atelier très suivi consacré à la campagne « Valoriser le travail des femmes ».

Sur le thème « Préparer la génération de demain », la Conférence internationale des jeunes femmes de l'IBB tenue à Katmandou, Népal, en juin 2016, a réuni 40 jeunes femmes syndicalistes dans le but de former la prochaine génération de dirigeantes syndicales. Les participantes ont ainsi partagé leurs stratégies de campagne sur des questions telles que les droits des travailleuses ; les liens entre les droits des femmes et la certification forestière, la migration et l'organisation des travailleuses dans l'économie informelle ; et comment négocier sur les questions d'équité salariale, de santé génésique et de formation professionnelle. Le Comité international des femmes a adopté un programme de mentorat novateur qui consiste à associer de jeunes femmes syndicalistes à des dirigeantes plus expérimentées qui leur prodiguent conseils et formation en matière de campagnes régionales et mondiales et de travail syndical.



Une étude a montré que les femmes occupant des postes de direction nationale clés sont à présent très nombreuses chez plus de 40 affiliés de l'IBB.

Comme chaque année, l'IBB a commémoré le 8 mars, Journée internationale de la femme, et mis en lumière différents thèmes parmi lesquels l'élimination de la violence au travail. L'IBB a également participé à des activités destinées à promouvoir l'adoption d'un nouvel instrument de l'OIT sur la violence à caractère sexiste au travail et à influencer la forme et le contenu proposés. Il est à noter qu'à l'occasion du 8 mars, le site internet de l'IBB a enregistré son plus grand nombre de visiteurs de toute l'année, témoignant de l'intérêt porté aux questions de genre par la communauté de l'IBB.

■ Poursuite du programme d'écoles pour enfants travailleurs et plaidoyer pour la fin du travail des enfants

Le travail des enfants est depuis longtemps une priorité pour l'IBB, remontant aux années 1990. Le travail des enfants constitue une violation du droit de l'enfant à l'éducation et remet en cause les salaires des adultes, affaiblit les structures syndicales et réduit le pouvoir de négociation. Le problème du travail des enfants dans le vaste secteur informel en Inde a été l'un des principaux domaines d'intervention, abordé au travers d'une stratégie globale qui inclut le renforcement des syndicats, le maintien des installations scolaires afin de soustraire les enfants des milieux de travail et les campagnes en faveur d'une amélioration des cadres politiques sur le travail des enfants et l'éducation ainsi que les normes du travail en général. Soutenu par les ODF (organismes de financement [bailleurs de fonds]), le programme en cours a été mis en œuvre aux côtés de 10 partenaires en Inde et au Népal et couvre les fours à briques, les produits forestiers mineurs, la construction et les carrières de pierre. Tous ces secteurs sont caractérisés par de bas salaires, la présence de travailleurs migrants et saisonniers et l'emploi informel, et connus pour recourir largement à la main-d'œuvre familiale et à la rémunération à la pièce.



Au début de 2017, l'Inde et le Népal comp-
taient 23 écoles et centres préparatoires, avec plus de 2000 enfants scolarisés. Les syndicats locaux ont tenté de persuader les gouvernements d'états d'assumer la responsabilité des écoles, mais divers obstacles se posent. Les écoles syndicales respectent les programmes scolaires respectifs des états et entretiennent des contacts réguliers avec les écoles publiques afin de faciliter la transition vers le système éducatif formel.

Les effectifs ont connu une croissance significative mais en raison du faible niveau des cotisations syndicales, reflétant des salaires particulièrement bas et le travail irrégulier, il est difficile pour les syndicats de soutenir ces programmes en s'appuyant uniquement sur leurs ressources propres. L'un

des principaux services proposés par les syndicats a été de mettre en relation les travailleurs et les collectivités avec des programmes gouvernementaux, tels que les Comités d'action sociale de l'État pour les travailleurs de la construction. Ce travail a permis aux dirigeants syndicaux de devenir nettement plus influents et d'être nommés au sein des Comités d'action sociale et autres comités du gouvernement œuvrant sur la question du travail des enfants et du salaire minimum.

Les affiliés de l'IBB ont mené des campagnes soutenues en alliance avec d'autres organisations de la société civile dans le but de rendre l'éducation obligatoire en Inde et d'aligner l'âge minimum d'admission à l'emploi avec la fin de la scolarité obligatoire. La campagne pour l'abolition du travail des enfants a tiré parti de l'adoption de la Loi de 2010 relative au droit des



enfants à une éducation gratuite et obligatoire (RTE). En 2016, la loi sur le travail des enfants a finalement été amendée, alors que les syndicats le réclamaient depuis longtemps, interdisant toute forme de travail pour les enfants âgés de 14 ans et moins, ainsi que l'emploi d'enfants de 18 ans et moins dans certaines professions et pour certains processus.

Le programme est géré dans le cadre de la réunion annuelle du Child Learn Board et des ateliers bisannuels d'évaluation communs entre l'IBB et les ODF. Les stratégies du programme ont été ajustées et celui-ci pourrait être reproduit dans d'autres sous-régions, en partenariat étroit avec les ODF. Le programme bénéficie également du soutien de la Fondation néerlandaise Stichting Child Learn qui organise chaque année le Marathon de Schimmert afin de mettre en lumière la question du travail des enfants. Le programme a également accueilli des bénévoles désireux d'apprendre et de prêter appui dans le cadre des programmes de scolarisation.

Récemment, l'IBB a élargi ses travaux au secteur de la pierre naturelle. L'IBB est devenue un contributeur essentiel du Programme néerlandais de TFT Responsible Stone et elle a contribué en 2016 à l'établissement d'une Coalition nationale multipartite de l'industrie de la pierre en Inde (NSIC), comprenant des organismes de certification, des organisations de la société civile, des syndicats, experts judiciaires et des chercheurs, des employeurs et des organismes publics.

■ Mécanismes de mise en œuvre de l'IBB

L'IBB a identifié trois mécanismes de mise en œuvre que sont l'organisation, la durabilité et la communication, indispensables au bon fonctionnement du syndicat mondial et qui facilitent la

prise de mesures par l'IBB afin de mettre en œuvre le Plan stratégique 2014-2017 et d'atteindre ses objectifs à long terme.

Organisation : Au cours de la période de mandat du précédent Congrès, l'IBB a mis l'accent sur le renforcement syndical et les réseaux en vue de renforcer la base organisationnelle de ses affiliés. Elle a proposé des formations dans le domaine du renforcement des capacités à plus de 7 500 dirigeants locaux et nationaux, ciblant des questions spécifiques. En 2017, l'IBB avait mis en place 15 réseaux d'entreprise ou sectoriels ainsi que divers groupes de travail ad hoc. Chaque région a constitué des réseaux de campagne qui ont contribué à mobiliser l'appui en faveur des campagnes de l'IBB. Des structures dédiées aux jeunes ont été établies et les femmes sont à présent plus nombreuses à participer au travail des syndicats et à s'impliquer au niveau de leur direction.

Durabilité : Le fonctionnement au niveau régional est plus autonome et pérenne et les comités régionaux se sont montrés actifs en matière de recrutement de nouveaux affiliés et de suivi des cotisations. Les projets intersyndicaux et individuels, essentiels pour atteindre les objectifs de l'IBB énoncés dans le Plan stratégique, sont financés grâce aux généreuses contributions de 20 ODF. Près de 45 projets soutenus par 20 ODF étaient en cours en 2017.

L'IBB a créé en 2011 un fonds spécial baptisé SPOC (Fonds pour la durabilité des projets et des campagnes d'organisation) qui a levé des dons utilisés aux fins des campagnes de l'IBB dans les domaines du sport et de la migration, et pour d'autres activités. Si la question de la durabilité demeure un défi permanent, il est encourageant de constater l'existence de nouveaux affiliés potentiels, en particulier dans les pays du Sud et en Amérique du Nord, et des possibilités de développement dans les métiers stratégiques. Également, de nouveaux partenariats potentiels apparaissent en lien avec les projets de solidarité.

Communication : L'IBB a façonné une nouvelle stratégie de communication visant à atteindre le plus grand nombre de membres et de travailleurs, mais aussi le grand public. Elle a consolidé son profil et son image de marque et a lancé un nouveau site web faisant également fonction de plateforme de campagne numérique. Elle a très régulièrement utilisé les médias sociaux et produit une série de vidéos et de podcasts destinés à accompagner des réunions clés ou des actions urgentes. Les campagnes dans le domaine du sport, en particulier, ont été reprises dans les médias traditionnels et le « Carton rouge pour la FIFA » incarne aujourd'hui l'IBB.

Le service SmartFocus lancé en avril 2017 a permis à l'IBB d'ajouter de nouveaux destinataires à ses listes de diffusion et d'adresser des messages au format SMS aux membres des organes statutaires. Les flux d'information bidirectionnels ont été largement améliorés, suscitant un sentiment de communauté et de partenariat et un élargissement des connaissances, la participation et la mobilisation vis-à-vis des campagnes de l'IBB et d'autres actions urgentes.





Amandla! pour l'avenir:

APERÇU DU PLAN STRATÉGIQUE 2018-2021

Le Plan stratégique 2018-2021 est le résultat d'un processus de consultation participatif, coordonné par le Groupe de travail sur le plan stratégique, nommé par le Comité mondial en tant qu'instance statutaire responsable, et complété par les contributions des conférences régionales, par des tables rondes régionales et un forum mondial en amont du Congrès mondial sur le thème du syndicalisme novateur pour l'avenir.

A. VISION-MISSION-BUTS DE L'IBB

L'IBB s'engage à parvenir au développement durable et au travail décent au profit des travailleurs du bâtiment et du bois, à travers la défense et la promotion des droits syndicaux ; à organiser de nouveaux membres évoluant dans les secteurs formels et informels ; et à œuvrer au renforcement du tripartisme et du dialogue social dans une perspective d'amélioration de l'emploi et des pratiques de travail aux niveaux national, régional et international.

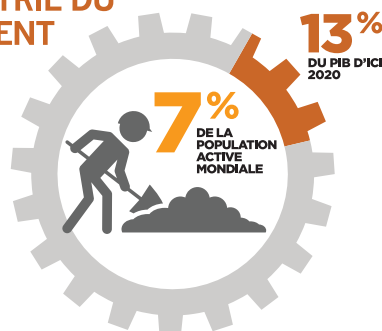
Vision. Notre vision est celle d'un monde constitué de syndicats puissants, indépendants et démocratiques, dans le domaine du bâtiment et du bois, où tous les travailleurs jouissent d'un accès équitable à l'emploi stable, de salaires justes et de conditions de travail et de vie sûres et saines. Nous voulons un environnement plus propice aux syndicats, au sein duquel les normes internationales du travail soient promues et appliquées, et où prévalent la justice sociale, l'égalité des sexes et le respect des droits syndicaux et humains.

Mission. Notre mission fondamentale consiste à défendre et promouvoir les droits des travailleurs, et à améliorer les conditions de travail et de vie dans nos secteurs. L'IBB revendique avant tout une approche basée sur les droits. Nous pensons que les droits syndicaux sont des droits humains qui se fondent sur l'égalité, la solidarité et la démocratie, et les syndicats sont pour nous indispensables à la bonne gouvernance. Les normes internationales du travail édictées par l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et l'Agenda du travail décent de l'OIT sont à l'ordre du jour de l'action syndi-

cale dans nos secteurs. Nous montrons la contribution positive apportée par le travail organisé, l'« effet syndicat », dans le but de réaliser ces objectifs de développement et faire des droits des travailleurs une priorité. Nos réseaux de syndicats sont disposés à faire face aux pratiques abusives en matière d'emploi et de travail, et à défendre les droits de tous les travailleurs dans le bâtiment et le bois.

Buts. Améliorer les conditions de travail et de vie dans les secteurs du bois et du bâtiment, et promouvoir le développement industriel durable. Constitué de 12 millions de membres représentant 356 affiliés dans 127 pays, notre syndicat mondial s'engage à:

INDUSTRIE DU BÂTIMENT



INDUSTRIE DU BOIS



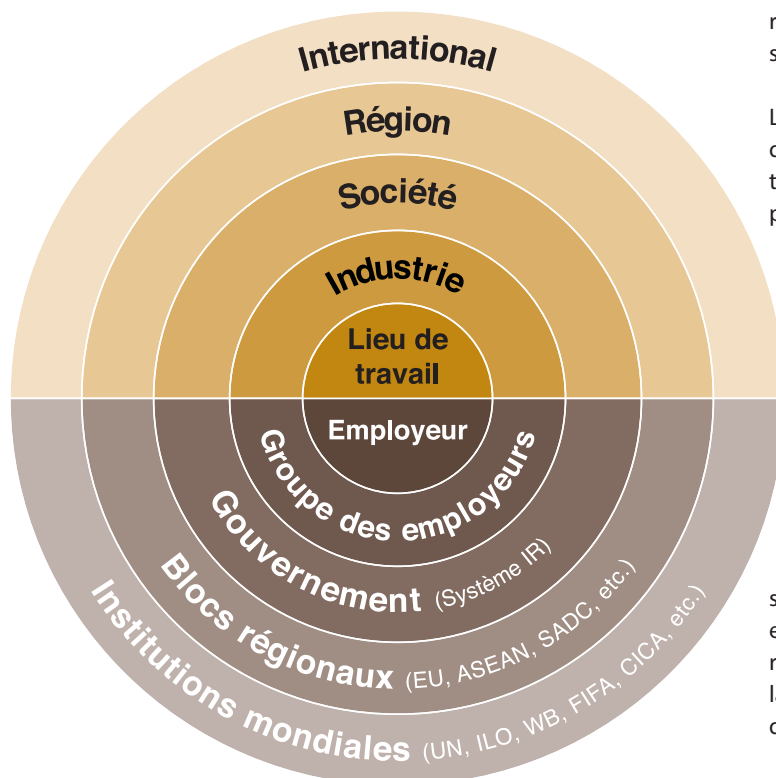
- **Promouvoir et défendre les droits humains et syndicaux.** Montrer le caractère positif de l'« effet syndicat » dans la réalisation du développement durable et du travail décent au travers des campagnes, du travail en réseau, et des projets de communication et développement.
- **Renforcer les syndicats.** Soutenir la croissance constante des effectifs syndicaux et la capacité à représenter les travailleurs dans les politiques sectorielles, les négociations collectives ainsi que les activités de ralliement sur le lieu de travail, et cela en organisant de plus en plus les travailleurs formels et informels.
- **Promouvoir un niveau d'emploi stable et élevé dans nos secteurs.** Une embauche plus directe et une

couverture plus large des négociations collectives sont des éléments essentiels afin de garantir les droits syndicaux et les droits des salariés, des salaires décents pour les hommes et les femmes, des heures de travail convenables, des normes satisfaisantes en matière de santé, de sécurité et de protection sociale, ainsi que le développement des compétences afin de minimiser les risques pour la santé des travailleurs et maximiser les possibilités d'embauche et la qualité de travail. L'IBB va lutter contre le dumping social suscité par la hausse de la concurrence entre entreprises pour ce qui concerne les salaires et les conditions de travail.

- **Influencer la politique et renforcer la capacité des institutions et structures tripartites dans nos secteurs.** Améliorer les pratiques associées à l'emploi et au travail, et promouvoir et appliquer les normes du travail au travers du tripartisme, du dialogue social et du développement industriel durable. Soutenir une plus grande participation des syndicats dans le cadre des processus de prise de décision.

B. DOMAINES DU SYNDICALISME

L'IBB a identifié cinq principaux domaines d'engagement pour les travailleurs qui sont liés les uns aux autres et comprennent diverses composantes de l'action de l'IBB à différents niveaux : le niveau local (lieu de travail) ; le niveau industriel/sectoriel ; les relations de travail et les mécanismes politiques et de consultation au niveau national/étatique (société) ; les instances économiques et commerciales au niveau régional ; et le niveau mondial, avec l'OIT et l'ONU, les multinationales, les institutions financières internationales, les systèmes de certification, les instances



sportives mondiales et les forums multilatéraux sur l'urbanisation, la sylviculture et la migration.

C. TROIS ACTIONS STRATÉGIQUES

L'IBB identifie trois actions stratégiques qui se recoupent : l'organisation, la négociation et la prise d'influence.

Organisation : L'objectif global est d'enrayer le déclin du nombre de membres et de conserver le niveau actuel d'adhésion tout au long de la période de mandat du Congrès.

La nouvelle Académie d'organisation mondiale de l'IBB a vocation à former la prochaine génération d'organisateur qualifiés et à agir en tant que plateforme de coordination au profit d'un réseau de défenseurs des droits des travailleurs. Les affiliés seront encouragés à (1) élaborer des stratégies d'organisation axées sur les segments plus modernes et formels des industries de l'IBB de telle sorte que, agissant en position de force, les syndicats puissent mieux défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses précaires ; (2) œuvrer en faveur de l'unité organisationnelle ou, s'il y a lieu, de fusions entre syndicats, de manière à empêcher l'atomisation du mouvement syndical dans certains pays.

L'IBB continuera de soutenir les réseaux existants autour des multinationales, les trois réseaux mondiaux dans les domaines du ciment, du bois et de la sylviculture, et sur la migration, qui se sont avérés très efficaces en matière de coordination des activités de plaidoyer et des campagnes ; et, s'il y a lieu, de créer de nouveaux réseaux professionnels, en faveur des travailleurs de l'électricité, des opérateurs de grues à tour et des travailleurs employés à la construction de barrages, ainsi que de nouveaux réseaux liés à des multinationales, même si celles-ci ne sont pas encore couvertes par un ACI.

L'IBB envisage la conduite d'une nouvelle campagne afin de dénoncer la tendance croissante à l'instauration d'instances de représentation alternatives non-syndicales, les premières ayant été instituées au Costa Rica avec les « asociaciones solidaristas » (ou associations de solidarité), et qui se développent sur le continent latino-américain et ailleurs. Les employeurs se servent de ces associations ou conseils syndicat-patronat pour porter atteinte aux syndicats, voire les remplacer, car ceux-ci représentent véritablement les intérêts de la main-d'œuvre.

Dans tous les aspects de ce travail d'organisation, l'IBB cherchera à exploiter les talents et compétences des militants, à garantir une approche équitable envers les deux sexes et à inclure la sensibilisation politique dans ses programmes de formation. Les structures régionales et le Secrétariat adapteront leur fonctionnement afin de répondre aux exigences du nouveau Plan stratégique, dans la perspective d'instaurer une solide culture de solidarité et de mobilisation.



Construire

- Organiser les syndicats et recruter des membres
- Poursuivre les **projets pilotes d'organisation** dans les pays et sous-secteurs moteurs de l'IBB
- Élaborer des stratégies de **rétenion des membres** avec les affiliés
- Organiser des **réseaux** d'entreprise et de métiers
- Aider à renforcer les **capacités parajuridiques et juridiques** des affiliés
- Utiliser d'autres outils pour renforcer l'organisation syndicale à l'instar des ACI, du programme relatif au **travail des enfants**, des dispositions de sécurité sociale et des comités d'action sociale, ainsi que des initiatives de plaidoyer en faveur des migrants
- Mettre à jour les études sur les industries de l'IBB et sur les groupes de discussion comme les femmes et les jeunes
- Créer une **base de connaissances** sur les industries de l'IBB et les chaînes de valeur
- Faciliter une **plus grande appropriation et un rôle accru des affiliés** de la multinationale du pays d'origine



Défendre

- Inciter les employeurs à adhérer au mécanisme de base des **accords exécutoires** – soit par l'entremise de conventions collectives ou d'autres voies qui préservent le rôle des syndicats en tant que représentants des travailleurs
- Procéder à des **audits sociaux et résoudre les problèmes** à travers les ACI
- Accroître le recours aux **mécanismes de plainte** au niveau de l'OIT, de l'OCDE et des systèmes de certification des forêts et autres produits de base
- Maintenir le **dialogue social** avec les partenaires dans l'industrie et les gouvernements, ainsi que d'autres parties prenantes
- Continuer à **négoier-faire pression** auprès des instances mondiales du sport sur les questions des travailleurs
- Approfondir et institutionnaliser l'importance, mais aussi élargir les actions autour **des grandes journées dédiées aux travailleurs**, telles que le 1^{er} mai, le 8 mars et le 28 avril



Avancer

- Compiler des dossiers et accentuer la pression au moyen d'**enquêtes et exposés des problématiques**
- Mener des **campagnes fondées sur les droits** et des actions de représentation
- Intensifier les **actions urgentes** sur les violations des droits syndicaux à travers les pressions publiques et la représentation
- Établir un programme de réformes et forger des alliances afin de **réformer la législation du travail**
- Plaider pour l'application stricte des **clauses du travail** à tous les niveaux
- Faire pression et défendre les **normes du travail et les droits des travailleurs** auprès des gouvernements, des instances intergouvernementales et internationales, y compris les blocs commerciaux et les accords commerciaux
- Utiliser les **nouvelles initiatives de campagnes créatives** à l'échelle nationale et internationale

Négociation : L'objectif global est de protéger et de promouvoir l'institution de la négociation collective dès lors que les États comme les employeurs cherchent à affaiblir ou à détruire ce droit fondamental.

L'IBB renforcera la coordination autour de la négociation collective à travers le partage de bonnes pratiques et de modèles de cadres de négociation au cours des quatre prochaines années.

L'IBB intensifiera son engagement avec les 21 multinationales ayant signé des ACI, afin de renforcer la couverture syndicale tout au long de la chaîne logistique de chaque entreprise. Elle négociera également et défendra la protection des droits des travailleurs dans les fusions d'entreprises, en s'inspirant de la campagne fructueuse « Pas de fusion sans droits des travailleurs » menée auprès de Lafarge Holcim, et dans le contexte de la privatisation. L'IBB négociera en faveur d'inspections du travail ou d'audits sociaux conjoints et développera plus avant ses compétences dans ce domaine. Elle s'appuiera également sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales en tant que levier de négociation pour l'application des normes du travail et l'extension des droits de négociation collective.

Prise d'influence : L'objectif global est de soutenir et renforcer le travail de plaidoyer de l'IBB et l'élaboration des politiques mondiales à travers l'échange de connaissances et le partage des responsabilités et des ressources entre affiliés, mais aussi en réaffirmant avec force les engagements

des syndicats à participer à des mobilisations et des actions urgentes.

BL'IBB continuera de défendre des normes du travail rigoureuses, au niveau de l'OIT comme des autres agences des Nations Unies, avec les BMD et les IFI, et grâce à des consultations régulières avec la Banque mondiale. L'IBB continuera de participer aux systèmes de certification FSC et PEFC et d'utiliser les mécanismes de plaintes connexes, s'il y a lieu. Elle fera entendre sa voix activement sur la question des droits des travailleurs migrants et du changement climatique, en soutien à l'appel pour une juste transition.

L'IBB préparera un nouveau document stratégique en matière de communication et de campagnes visant à renforcer la sensibilisation à travers les médias utilisés par les affiliés et dans les médias traditionnels. S'appuyant sur le projet « Spotlight », l'IBB lèvera le voile sur les pratiques abusives des grandes multinationales afin de les amener à adopter une conduite responsable.

D. AXES DE CONVERGENCE DE L'IBB

Sept domaines d'action prioritaires ont été définis pour la prochaine période de mandat du Congrès, appelés « axes de convergence » afin de souligner la nécessité pour les structures et les affiliés de l'IBB d'agir de concert en vue

d'atteindre les objectifs communs. L'organisation, la négociation et la prise d'influence sont les trois constantes reprises dans l'appel à l'action de l'IBB : **construire, défendre et avancer !**



Des droits pour tous. Seul un mouvement syndical fort, autonome et doté d'une légitimité démocratique à l'échelle nationale et internationale peut garantir des droits pour tous.

Les actions comprendront :

- Instaurer (**construire**) l'Académie d'organisation de l'IBB aux niveaux régional et mondial et établir davantage de réseaux dans de nouveaux secteurs ou métiers, y compris dans le secteur public
- Établir des mécanismes pour l'intégration des travailleurs migrants et travailleurs détachés au sein des syndicats et mettre au point l'*Indice des droits des migrants de l'IBB* et une base de données pour les membres migrants
- **Défendre** la négociation sectorielle afin de renforcer la réglementation commune des conditions de travail
- Signer 4 protocoles d'entente (MoU) sur les droits des migrants entre les syndicats des pays d'origine et de destination
- **Avancer** à travers des campagnes sur le salaire décent et le vol salarial et pour le droit à la protection sociale et des retraites équitables pour les travailleurs des secteurs de l'IBB
- Mener le plaidoyer pour la responsabilité générale de l'entrepreneur principal tout au long de la chaîne logistique et afin de réduire la pratique de la sous-traitance
- Mener des activités de plaidoyer avec les gouvernements afin de protéger les droits des travailleurs migrants et ceux de la main-d'œuvre piégée dans l'emploi précaire et faire pression pour l'élimination du travail des enfants



Des conditions de travail sûres. L'IBB joue un rôle central afin de garantir la sécurité du lieu de travail : exclure le risque de décès, de blessure ou de maladie. L'IBB continuera d'œuvrer en faveur de l'évolution culturelle qui permettra

d'instaurer ce lieu de travail sûr.

Les actions comprendront :

- Élaborer (**construire**) un système et des normes d'inspection du travail au niveau de l'IBB ainsi qu'un réseau mondial d'inspecteurs du travail
- Promouvoir la création de comités de santé et de sécurité sur le lieu de travail et mettre en œuvre un programme de formation systématique pour les agents de la SST au niveau syndical
- **Défendre** des dispositions sur la santé et la sécurité dans toute forme d'accord avec les employeurs
- Améliorer (faire **avancer**) les normes internationales en matière de santé et de sécurité, en particulier dans la construction de barrages

- Utiliser le système de suivi des accidents « Building Collapse Watch », faire pression sur les gouvernements en vue de l'application des normes du travail
- Poursuivre la campagne pour l'interdiction de l'amiante et la campagne pour une limite de poids fixée à 25 kg pour les sacs de ciment
- Créer un mécanisme d'inspection du travail mondial pour les grands projets d'infrastructure et les grandes manifestations sportives



Les jeunes dans les syndicats. En formant la nouvelle génération à devenir les leaders de demain et en dotant ces jeunes hommes et ces jeunes femmes des structures leur permettant de participer à la vie syndicale, nous établirons les bases

de notre futur mouvement syndical

Les actions comprendront :

- Établir (**construire**) des structures mondiales et régionales dédiées aux jeunes travailleurs de l'IBB et instituer un programme sur le leadership des jeunes
- Créer une base de données pour la jeune génération et mobiliser les jeunes travailleurs afin qu'ils prennent part aux campagnes
- **Défendre** la sécurité de l'emploi pour les nouveaux membres de la population active et assurer l'égalité en matière de droits et d'avantages pour les jeunes travailleurs
- Promouvoir (faire **avancer**) les politiques et les programmes d'emploi des jeunes ainsi que les programmes de formation professionnelle



L'égalité des genres. L'IBB défendra l'intégration des femmes dans les structures syndicales, elle élaborera des programmes d'organisation et de négociation spécifiques et promouvra un accès égal à l'emploi dans les industries de l'IBB.

Les actions comprendront :

- Créer (**construire**) des programmes de formation au leadership des femmes et conduire des formations de sensibilisation à la dimension de genre pour les dirigeants et les négociateurs
- Entreprendre un audit de genre dans les structures de l'IBB et auprès des affiliés, promouvoir la discrimination positive au sein de la direction et des structures syndicales et créer une base de données pour les femmes
- **Défendre** des pratiques et dispositions non-discriminatoires pour mettre fin à la violence sexiste sur le lieu de travail
- Négocier un salaire égal pour un travail de valeur égale et des travaux similaires, plaider pour augmenter les congés parentaux, prendre en compte les préoccupations de santé génésique des femmes
- Intensifier (faire **avancer**) la campagne « Valoriser le travail des femmes » et lancer de nouvelles campagnes

mondiales « *Stop Macho Culture* » (« Stop à la culture machiste ») et « *Women in Trades* » (« Femmes de métier »), pour mettre en évidence les compétences des femmes

- Partager les bonnes pratiques des affiliés sur les questions de genre



Des industries durables. L'IBB plaidera pour des industries durables et socialement responsables ancrées dans le travail décent, auprès des organismes internationaux de normalisation et des principaux acteurs de l'industrie.

Les actions comprendront :

- Étoffer (**construire**) la base d'adhérents dans le secteur des énergies renouvelables et développer la compétence politique de l'IBB en matière de durabilité industrielle
- Faire campagne pour la construction responsable et la gestion forestière durable en partenariat avec des groupes de la société civile
- **Défendre** les travailleurs, leurs syndicats et faire respecter les normes du travail dans les processus de privatisation
- Négocier la bonne application, dans les systèmes de certification des forêts, des normes du travail dans la chaîne de contrôle et le Bois Contrôlé
- Renforcer l'engagement de l'IBB et promouvoir le tripartisme sur la question de l'avenir du travail
- Promouvoir (faire **avancer**) les emplois verts et décents à travers une meilleure réglementation des industries de l'IBB et l'amélioration de la formation professionnelle et de l'apprentissage tout au long de la vie
- Renforcer l'adhésion à des systèmes de certification tels que le FSC et le PEFC et avec d'autres processus multilatéraux tels qu'ONU-Habitat, la Conférence sur le changement climatique (COP), le Forest Dialogue de l'ONU, et les Banques de développement multilatérales (BDM).



Des pratiques équitables. La campagne de l'IBB dans le domaine du sport combinera l'organisation syndicale, l'engagement des pays hôtes et des instances sportives mondiales, ainsi que – élément nouveau – la promotion de la

professionnalisation d'un système d'inspection du travail pour les installations sportives et les infrastructures connexes.

Les actions comprendront :

- **Organisation-recrutement** sur les lieux de travail liés aux événements sportifs
- Utilisation des outils de communication des affiliés pour la sensibilisation et la mobilisation
- **Défendre** le droit de négocier et de signer des conventions collectives sur les lieux de travail liés aux événements sportifs et signer des accords pour mener des inspections du travail

- Faire pression ou rallier des membres au sein des instances consultatives ou de contrôle chargées de superviser les lieux de travail liés aux événements sportifs
- **Mettre en avant** le recours à la certification forestière comme partie intégrante du concept de Pratiques équitables
- Faire pression auprès des entreprises sponsors des grandes manifestations sportives pour les inciter à appuyer les droits des travailleurs et faire de la diligence raisonnable le maître-mot de la sélection des villes et lieux accueillant les événements, en s'appuyant sur l'*Indice des droits des migrants de l'IBB*
- Participer à des plateformes multi-intéressés et des alliances autour des responsabilités des organismes sportifs



Des chaînes de valeur organisées.

Certaines multinationales qui ont signé des ACI avec l'IBB agissent de façon irresponsable dans les pays en développement et au niveau de leurs chaînes d'approvisionnement. L'IBB se concentrera sur l'organisation de la

chaîne de valeur de l'offre des multinationales, qu'elles aient ou non signé avec elle des ACI.

Les actions comprendront :

- **Organisation-recrutement** dans la chaîne d'approvisionnement des multinationales, y compris les sociétés non-européennes
- Développer (construire) 6 nouveaux réseaux d'entreprise et 6 nouveaux projets d'organisation ciblés sur les multinationales et, si possible, forger des alliances avec d'autres syndicats mondiaux dans les chaînes de valeur multisectorielles
- **Défendre** les travailleurs en amenant les directions nationales et mondiales à rendre compte des pratiques antisyndicales et des violations des droits des travailleurs
- Négocier 6 nouveaux ACI et renforcer les groupes de référence sur les ACI
- Promouvoir (faire **avancer**) les ACI comme étant l'instrument le plus efficace pour protéger les normes du travail
- Poursuivre la campagne « *Stop Exploitation for Development* » (stopper l'exploitation au profit du développement) en faveur du travail décent dans les projets d'infrastructure publique et renforcer le dialogue social avec les multinationales chinoises
- Utiliser le capital des travailleurs, à l'instar des fonds de pension, pour faire pression sur les multinationales et les amener à respecter les droits des travailleurs
- Appuyer l'adoption d'un traité contraignant des Nations Unies sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme

AMENDEMENTS AUX STATUTS

Adoptées par le Congrès mondial de l'IBB, Durban, Afrique du Sud, 1er décembre 2017, ces modifications reflètent une plus large représentation des pays du sud, des jeunes travailleurs et des femmes au sein des structures décisionnelles de l'IBB et développent les capacités des organisations régionales. Ci-dessous, un résumé des nouvelles dispositions et une présentation de la composition du Comité mondial et du Conseil mondial telle que modifiée par le 4e Congrès mondial réuni en décembre 2017.

Article 8.7 : Le Comité mondial doit allouer des budgets aux bureaux régionaux en lien avec les plans d'action régionaux.

Article 9.3 & Article 12 : Le Congrès mondial élit trois Présidents adjoints, représentant le Nord et le Sud.

Article 9.7 : Les délégations au Congrès mondial doivent veiller à ce que leur composition corresponde à la proportion de jeunes membres au sein du syndicat et veiller à la présence d'au moins un tiers de femmes déléguées.

Article 10.2 : Le Conseil mondial comprend le Président ; les trois Présidents adjoints (idem ci-dessus) ; les cinq Vice-présidents régionaux qui seront élus par les affiliés de la région et confirmés par le Conseil mondial ; le Secrétaire général ; les représentants des groupes de pays et les premier et deuxième suppléants, tel qu'approuvés par le Congrès sur la base des nominations soumises par les affiliés et conformément aux décisions du Conseil mondial relatives à la composition des groupes de pays ; toutes les membres du Comité international des femmes et tous les membres du Comité international des jeunes ; et les cinq représentants régionaux en tant que membres de droit sans droit de vote. Chaque groupe de pays devra veiller à ce qu'au moins un tiers des membres titulaires et suppléants soient des femmes, l'objectif fondamental étant d'atteindre le quota d'un tiers de femmes au sein du Conseil mondial.

Article 10.3 : Le Conseil mondial se réunit normalement tous les deux ans.

Article 11.2 : Le Comité mondial sera composé de la manière suivante : le Président ; les trois Présidents adjoints (idem ci-dessus) ; les cinq Vice-présidents régionaux (et si un Vice-président est élu Président adjoint, le Comité régional nomme un nouveau Vice-président parmi ses membres, dont la nomination sera confirmée par le Conseil mondial) ; dix autres membres du Conseil mondial (parmi lesquels devra figurer le représentant élu du Conseil paneuropéen) ; la Présidente du Comité international des femmes et le Président du Comité international des jeunes ; et les cinq représentants régionaux en tant que membres de droit sans droit de vote, l'objectif fondamental étant d'atteindre le quota d'un tiers de femmes au sein du Conseil mondial.

Article 14 : Quatre auditeurs seront nommés, dont un au moins représentant le Sud et un résidant dans le pays où le Secrétariat a son siège.

Article 15 : Le Comité mondial est chargé d'élaborer un plan de transition sur quatre ans en vue de parvenir progressivement à des structures régionales fondées sur une plus grande autonomie régionale. La région européenne sera représentée par la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB)¹. Un Conseil paneuropéen (CPE) représentera les affiliés des pays non membres de l'UE ; le CPE sera représenté à la fois au sein du Conseil mondial et du Comité mondial et coordonné depuis le siège de l'IBB. Tous les deux ans, une conférence conjointe sera convoquée entre le Conseil paneuropéen et la FETBB. Le Comité européen des femmes couvre l'ensemble de la région européenne.

Article 15.2 : L'IBB reconnaît l'indépendance et la compétence de la FETBB en matière de représentation en relation avec les institutions de l'UE. La Région Europe est régie par les statuts de la FETBB. Le Président de la FETBB et le Secrétaire général font fonction de Vice-président pour l'Europe et Représentant régional pour l'Europe, respectivement, et sont représentés au niveau du Comité mondial et du Conseil mondial.²

Article 19 : Le Comité international des jeunes se compose des présidents des comités régionaux de jeunes. Pour chaque membre titulaire, un premier et un deuxième suppléants sont aussi élus. Le Conseil mondial nomme le président ainsi que les premier et deuxième vice-présidents du Comité international des jeunes sur la base des nominations des régions. Le président doit être membre du Conseil mondial et du Comité mondial et les vice-présidents sont membres suppléants du Conseil mondial et du Comité mondial. Les sièges vacants au Comité international des jeunes sont pourvus par la nomination d'un représentant de la région respective, sous réserve de l'approbation du Comité mondial. Le Comité international des jeunes se réunit tous les deux ans à l'issue du Conseil mondial. Les frais liés aux réunions du Comité sont à charge de l'IBB, conformément aux règles établies par le Comité mondial.

L'annexe 1 : inclut les propositions de nouveaux groupes de pays pour le Brésil et l'Australie.

¹ Cet amendement prendra effet le 1er juillet 2018, dans l'attente de la décision de l'Assemblée générale extraordinaire de la FETBB d'agir en qualité de structure régionale de l'IBB en Europe.

² Cet amendement prendra effet le 1er juillet 2018, dans l'attente de la décision de l'Assemblée générale extraordinaire de la FETBB d'agir en qualité de structure régionale de l'IBB en Europe.

RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS

A. ACTIONS DE SOLIDARITÉ

Résolution 01 : Zones de conflit

L'IBB appelle ses affiliés à aider les travailleurs, touchés par les nombreux problèmes liés au terrorisme et aux autres attaques, ainsi que les réfugiés et les migrants, en sensibilisant quant à leur situation au niveau de l'OIT, de l'ONU et lors des rencontres syndicales mondiales, en mettant particulièrement l'accent sur les questions de santé et de sécurité.

Résolution 04 : Les syndicats en Inde condamnent les réformes du droit du travail anti-travailleurs

L'IBB condamne le gouvernement de l'Inde pour avoir mis en place des réformes du droit du travail sans consulter les syndicats ; encourage les affiliés à faire campagne en collaboration avec les centrales syndicales indiennes afin de s'opposer à leur adoption ; et demande au gouvernement de respecter les principes du tripartisme et de consulter les principales parties prenantes avant de proposer et d'introduire de nouvelles réformes du droit du travail.

Résolution 05 : Australian Building and Construction Commission

L'IBB condamne le rétablissement de l'ABCC et le Code du bâtiment connexe, qui vont à l'encontre des droits des travailleurs de la construction ; elle s'engage à travailler aux côtés des affiliés australiens le CFMEU et l'ETU afin d'en contester les dispositions devant le Comité de la liberté syndicale du BIT et auprès d'autres instances.

Résolution 06 : Rétablir les droits à la liberté syndicale au Cambodge

L'IBB exhorte le gouvernement cambodgien à suspendre la loi sur les syndicats, à abandonner toutes les poursuites pénales à l'encontre de dirigeants syndicaux ayant exercé leurs droits légitimes, et à mettre en œuvre les recommandations de la mission de contacts directs de l'OIT de 2016, afin de promouvoir la liberté d'association, de réunion et d'expression, qui sont les piliers d'une société démocratique.

Résolution 09 : Éliminer les causes profondes des migrations

L'IBB s'engage à œuvrer pour éliminer les causes profondes des migrations, qui sont le produit de politiques capitalistes avides, reposant sur l'exploitation des ressources naturelles et des travailleurs qui a à son tour conduit à des guerres et des conflits violents et au creusement des inégalités.

Résolution 24 : Condamnation des exécutions extra-judiciaires aux Philippines

L'IBB demande au Congrès des Philippines de condamner la guerre du gouvernement contre la drogue, qui a déjà coûté la vie à 10 000 personnes, et condamne également toutes les autres formes de violence commises par des insurgés armés ou des groupes terroristes ; invite le gouvernement à poursuivre les pourparlers de paix avec les insurgés ; à enquêter et punir les auteurs de ces actes ; et à reconnaître et protéger les droits des travailleurs.

Résolution 25 : Les travailleurs du secteur de l'électricité

L'IBB reconnaît les syndicats du secteur de l'électricité ainsi que le personnel qui le compose comme secteur à part entière de l'IBB et encouragera les fédérations syndicales mondiales comptant des membres dans le secteur à œuvrer conjointement et à coopérer avec le comité directeur du réseau du GPTU.

B. LES JEUNES

Résolution 14 : Les jeunes de l'IBB - Militantisme et organisation à l'échelle mondiale

L'IBB s'engage à créer et doter en ressources un Comité international des jeunes de l'IBB (CIJ) dans l'optique de coordonner les campagnes dédiées aux jeunes aux côtés d'un Réseau mondial des jeunes militants de l'IBB, et à promouvoir la participation des jeunes militants dans le cadre des campagnes mondiales de l'IBB. Le CIJ sera composé des présidents des Comités régionaux de jeunes et des jeunes seront également représentés au Comité mondial de l'IBB, conformément aux amendements statutaires proposés.

Résolution 16 : Académie mondiale des militants

L'IBB s'engage à créer une Académie mondiale des militants, parallèlement à une Académie mondiale d'organisation. La structure, les programmes de formation et le cadre opérationnel de l'académie seront déterminés par le Conseil mondial de l'IBB et le Comité international des jeunes.

C. ACCORDS COMMERCIAUX NÉOLIBÉRAUX

Résolution 07 : Non aux accords de commerce néolibéraux dans la région Asie-Pacifique

L'IBB condamne les tentatives des gouvernements de la région Asie-Pacifique visant à priver les syndicats d'un rôle dans la négociation des accords de commerce ; encourage l'ensemble des affiliés de l'IBB dans les pays concernés par le Partenariat économique régional global (RCEP), le Partenariat transpacifique moins 1 (PTP-1) et l'Accord sur le commerce des services (ACS) à interagir activement avec leur gouvernement pour exiger la protection des droits des travailleurs ainsi que l'élaboration d'un mécanisme efficace de règlement des différends du travail faisant partie intégrante de ces accords.

Résolution 10 : La lutte pour la préservation de la nature est une constante de la lutte ouvrière

L'IBB condamne la privatisation des forêts, qui conduit à la détérioration des conditions de travail et au déboisement, et s'engage à poursuivre, la tête haute, la lutte contre le changement climatique et pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement, parallèlement à son combat en faveur du travail décent.

D. ACCORDS INTERNATIONAUX

Résolution 08 : Exiger l'inclusion des normes internationales du travail dans les documents stratégiques de l'AIB

Le Congrès exhorte les organes statutaires de l'IBB à faire pression auprès de la nouvelle banque multilatérale de développement, l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), placée sous l'égide de la Chine, afin de (i) modifier son Cadre environne-

mental et social et sa Politique environnementale et sociale pour inclure une référence directe aux Conventions de l'OIT ; (ii) établir un cadre de coopération avec l'IBB dans l'optique d'une inspection conjointe des lieux de travail.

Résolution 12 : Accords-cadres mondiaux (ACM)

Dans une perspective de dénonciation et d'éradication des pratiques antisyndicales au sein des multinationales ayant signé des ACI, l'IBB s'engage à passer en revue l'ensemble de ses ACI ; à enquêter sur l'application et le bon respect des ACI ; et, s'il y a lieu, à renégocier les accords-cadres internationaux.

Résolution 13 : Résolution concernant les accords-cadres internationaux (ACI) en lien avec les représentants des travailleurs

Lors de la négociation des ACI, l'IBB s'engage à prendre contact avec l'(les) affilié(s) du pays où se situe le siège principal de l'entreprise et, en l'absence de Comité d'Entreprise Européen (CEE), et si l'entreprise y est légalement tenue, l'IBB encouragera fortement l'établissement d'un tel comité. En présence d'un CEE, l'IBB veillera à ce que les négociations de l'ACI associent l'(les) affilié(s) du pays où se situe le siège principal de l'entreprise ainsi que le coordonnateur CEE de la FETBB pour cette entreprise. L'IBB s'engage en outre à ce que tout nouvel ACI prévoient la mise sur pied d'un groupe de référence (pour la mise en œuvre et le suivi de l'accord), incluant l'(les) affilié(s) du pays où se situe le siège principal de l'entreprise ainsi que des représentants de l'entreprise et de l'IBB ; chaque fois que la situation le permettra, elle cherchera en outre à établir un réseau syndical mondial afin de contribuer au suivi de la mise en œuvre de l'ACI ainsi qu'une commission syndicale mondiale, composée des membres du groupe de référence et des représentants du CEE.

Résolution 27 : Collaboration avec le Forest Stewardship Council

L'IBB s'engage à (i) faire campagne pour que le FSC soumette des recommandations concrètes sur les moyens pour les titulaires de certificat de la Chaîne de contrôle de garantir les conventions fondamentales de l'OIT ; (ii) appeler les affiliés à organiser des actions collectives directes eu égard aux entreprises titulaires de certificat de la Chaîne de contrôle et du Bois contrôlé où les travailleurs sont privés de leurs droits fondamentaux ; (iii) élaborer une stratégie d'organisation conjointe avec les Fédérations syndicales internationales, couvrant les travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement ; (iv) faire pression sur le FSC afin qu'il s'emploie à régler les réclamations soumises de longue date par l'IBB ; (v) créer un groupe de travail ad hoc qui pilotera cette campagne et rendra compte au Conseil mondial au sujet de la poursuite de cette collaboration avec le FSC.

E. ACTIONS MONDIALES POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS

Résolution 11 : L'engagement de l'IBB en faveur de l'internationalisme et de l'action politique

L'IBB et ses affiliés réaffirment leur soutien à la mise en œuvre du Plan stratégique mondial ; appellent les affiliés et les bailleurs de fonds solidaires (ODF) à respecter les processus internes dans la définition des priorités régionales ; expriment leur solidarité mondiale à l'endroit des syndicats se trouvant dans les situations les plus difficiles ; et s'engagent à investir durablement dans les activités d'organisation et l'action politique.

Résolution 17 : Une action politique mondiale pour la défense des droits des travailleurs

L'IBB s'engage à lancer des campagnes politiques contre les gouvernements répressifs, financées par le Fonds international

de solidarité ; et à créer un nouveau Fonds mondial pour l'organisation et les campagnes, afin de soutenir l'équipe mondiale de l'IBB et d'élargir les campagnes d'organisation ciblant entre autres les travailleurs des multinationales, les travailleurs sur les chantiers de construction d'infrastructure et les travailleurs des entreprises certifiées.

Résolution 18 : Fonds pour l'action politique et Campagnes de l'IBB en Amérique latine

L'IBB s'engage à appuyer la création d'un fonds d'action en faveur de ses affiliés en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de leur permettre de mener campagne en vue de renforcer les efforts d'organisation des syndicats locaux dans le contexte des projets de construction actuels et futurs et des projets à l'arrêt qui ont été relancés, de manière à garantir des conditions de travail décentes, y compris des voies de développement de carrière, et à encourager la promotion des jeunes et des femmes à des postes de dirigeants syndicaux.

Résolution 19 : Les organisations représentant les travailleurs dans les pays où les syndicats ne sont pas autorisés par la loi

L'IBB reconnaît la nécessité de proposer d'autres mécanismes de soutien et des réseaux de solidarité afin de soutenir les organisations représentatives dans les pays où les syndicats sont illégaux, tout en continuant d'exiger la pleine reconnaissance du droit de liberté syndicale et de négociation collective dans ces pays.

Résolution 26 : Les migrants et les réfugiés

L'IBB s'engage à promouvoir des partenariats et des alliances avec les syndicats dans les pays d'origine et d'accueil des travailleurs migrants et réfugiés ; à faire pression sur les institutions concernées et les gouvernements afin d'affecter les ressources et les moyens vers les pays les plus pauvres, d'où émane le phénomène migratoire ; à promouvoir des processus de paix en consultation avec les syndicats des pays concernés ; et à encourager la reconstruction matérielle et sociale des pays impliqués dans des conflits.

F. COOPÉRATION ENTRE L'IBB ET LA FETBB

Résolution 21 : Unité et solidarité dans la région paneuropéenne

Sur la base des conclusions de l'atelier syndical tenu le 2 juillet 2015 à Vienne, en Autriche, l'IBB s'engage à continuer de soutenir la lutte des syndicats en Europe centrale, du Sud-Est et de l'Est, qui sont en proie à des attaques et faibles, et où les normes fondamentales du travail de l'OIT ne sont pas reconnues ; et à permettre aux syndicats d'Europe de l'Est de pouvoir être représentés au niveau des instances mondiales et européennes de l'IBB.

Résolution 22 : Renforcement de la coopération entre l'IBB et la FETBB

Le Congrès appelle les organes statutaires de l'IBB et de la FETBB à renforcer la coopération dans le but de rendre les structures et méthodes plus transparentes et d'éviter les doublons, notamment en matière de finances et de réunions. Ce processus doit être guidé par la nécessité de renforcer les syndicats nationaux et toute solution doit être applicable à l'échelle mondiale, tout en tenant compte des intérêts européens et en respectant les Statuts de l'IBB.

LISTE DES RESPONSABLES DE L'IBB 2018-2021

A. PRÉSIDIUM DE L'IBB

Per Olof Sjöö Président	Dietmar Schäfers Président adjoint	Pierre Cuppens Président adjoint	Piet Matosa Président adjoint	Ambet Yuson Secrétaire général
-----------------------------------	--	--	---	--

B. COMITÉ MONDIAL DE L'IBB

Per Olof Sjöö, Président
Dietmar Schäfers, Président adjoint
Pierre Cuppens, Président adjoint
Piet Matosa, Président adjoint
Ambet Yuson, Secrétaire général

Johan Lindholm, Vice-président régional pour l'Europe
David John Noonan, Vice-président régional pour l'Asie-Pacifique
Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamel, Vice-président régional pour l'Afrique / Moyen-Orient-Afrique du Nord
 (1er/ère suppléant-e : Amechi Asugwuni et 2ème suppléant-e : Oloka Mesilamu)

Saul Mendez Rodrigues, Vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
 (1er/ère suppléant-e : Adalberto Galvao et 2ème suppléant-e : Victor Hugo Brandan)

Michael Rose, Vice-président régional pour l'Amérique du Nord
Vasyl Andreyev, Président par intérim - Comité international des jeunes
Rita Schiavi, Présidente - Comité international des femmes
Kyungshin Kim, membre du Comité
Marta Pujadas, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e et membre du Comité 2020-21 : Nilson Duarte Costa et 2ème suppléant-e : Richenel Ilario)

Nicole Simons, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Fritz Heil et 2ème suppléant-e : Moritz Greil)

Zamaney Menso, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Ellen Hoeijenbos et 2ème suppléant-e : Janna Mud)

Gail Cartmail, membre du Comité
Ramazan Agar, membre du Comité
 (suppléant-e : Vasyl Andreyev)

Josef Muchitsch, membre du Comité
 (suppléant-e : Nico Lutz)

Justina Jonas, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Amechi Asugwuni et 2ème suppléant-e : Oloka Mesilamu)

Scott Doherty, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Michael Martin et 2ème suppléant-e : Bob Matters)

Christian Roy, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Serge Plechot et 2ème suppléant-e : Pauline Bidaud)

Nilton Freitas, Représentant régional — Amérique latine et Caraïbes
Crecentia Mofokeng, Représentante régionale — Afrique — Moyen-Orient et Afrique du Nord
Apolinar Tolentino, Représentant régional — Asie-Pacifique

C. CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Per Olof Sjöö, Président
Dietmar Schäfers, Président adjoint
Pierre Cuppens, Président adjoint
Piet Matosa, Président adjoint
Ambet Yuson, Secrétaire général

Johan Lindholm, Vice-président régional pour l'Europe
 David John Noonan, Vice-président régional pour l'Asie-Pacifique
Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamel, Vice-président régional pour l'Afrique / Moyen-Orient-Afrique du Nord
 (1er/ère suppléant-e : Amechi Asugwuni et 2ème suppléant-e : Oloka Mesilamu)

Saul Mendez Rodrigues, Vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
 (1er/ère suppléant-e : Adalberto Galvao et 2ème suppléant-e : Victor Hugo Brandan)

Michael Rose, Vice-président régional pour l'Amérique du Nord
Vasyl Andreyev, Président par intérim - Comité international des jeunes PLUS tous les futurs membres du Comité international des jeunes
Rita Schiavi, Présidente - Comité international des femmes
Dora Cervantes, 1ère Vice-présidente - Comité international des femmes
Elizabeth Amuto, membre - Comité international des femmes
Kyungshin Kim, membre du Comité et membre du Comité international des femmes
Marta Pujadas, membre du Comité et 2ème Vice-présidente du Comité international des femmes
 (1er/ère suppléant-e et membre du Comité 2020-21 : Nilson Duarte Costa et 2ème suppléant-e : Richenel Ilario)

Nicole Simons, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Fritz Heil et 2ème suppléant-e : Moritz Greil)

Zamaney Menso, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Ellen Hoeijenbos et 2ème suppléant-e : Janna Mud)

Gail Cartmail, membre du Comité
Ramazan Agar, membre du Comité
 (suppléant-e : Vasyl Andreyev)

Josef Muchitsch, membre du Comité
 (suppléant-e : Nico Lutz)

Justina Jonas, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Amechi Asugwuni et 2ème suppléant-e : Oloka Mesilamu)

Scott Doherty, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Michael Martin et 2ème suppléant-e : Bob Matters)

Christian Roy, membre du Comité
 (1er/ère suppléant-e : Serge Plechot et 2ème suppléant-e : Pauline Bidaud)



MEMBRES TITULAIRES DU CONSEIL MONDIAL 2018-2021

Groupe	Pays	Membres titulaires	Membres suppléants
1	Danemark, Finlande, Îles Féroé, Islande, Norvège, Suède	Johann Lindholm , Byggnads, Suède Matti Harjuniemi , Rakennusliitto, Finlande Gunde Odgaard , 3F/BAT, Danemark	1er/ère: Mikael Johansson , Malareförbundet, Suède 2ème: Valle Karlsson , SEKO, Suède 1er/ère: Jan Olav Andersen , ElogIT 2ème: Jari Nilosaari , Finish Industrial Union 1er/ère: Kristjan Thordur Snaebjarnarson , RAFIDNADARSAMBAND, Island 2ème: Juul Rasmussen , Dansk Elektriker Forbund, Danemark
2	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Tom Deleu , ACV CSC, Belgique Zamaney Menso , FNV, Pays-Bas Brahim Hilami , FGTB-ACCG, Belgique	1er/ère: Justin Daerden , ACV CSC, Belgique 2ème: Patrick Vandenberghe , ACV CSC, Belgique 1er/ère: Ellen Hoeijenbos , FNV, Pays-Bas 2ème: Janna Mud , FNV, Pays-Bas 1er/ère: Gianni De Vlaminck , FGTB-ACCG, Belgique
3	Allemagne	Robert Feiger , IGBAU, Allemagne Nicole Simons , IGBAU, Allemagne Michael Knoche , IGMetall, Allemagne	1er/ère: Dietmar Schäfers , IGBAU, Allemagne 2ème: Fritz Heil , IGBAU, Allemagne 1er/ère: Ulrike Laux , IGBAU, Allemagne 2ème: Fritz Heil , IGBAU, Allemagne 1er/ère: Wilfried Hartmann , IGMetall, Allemagne 2ème: Brigitte Doeth , IGMetall, Allemagne
4	Autriche, Suisse	Josef Muchitsch , GBH, Autriche Nico Lutz , UNIA, Suisse	1er/ère: Richard Dragosits , GBH, Autriche 2ème: Brigitte Schulz , GBH, Autriche 1er/ère: Guido Schluep , Syna, Suisse 2ème: Bruna Campanello , UNIA, Suisse
5	France, Italie	Christian Roy , FO BTP, France Claudio Viscoli , FILCA-CISL, Italie	1er/ère: Serge Plechot , FNSCBA CGT, France 2ème: Pauline Bidaud , FNCB-CFDT, France 1er/ère: Mercedes Landolfi , FILLEA CGIL, Italie 2ème: Massimo Trinci , FENEA UIL, Italie
6	Portugal, Espagne	Pedro Hojas , FICA UGT (2018-2019) Vicente Sanchez , CCOO, Espagne (2020-2021)	1er/ère: Vicente Sanchez , CCOO, Espagne (2018-2019) Pedro Hojas , FICA UGT (2020 – 2021) 2ème: Juan Carlos Barrero , FICA UGT (2018 – 2019) Jesus Fernandez , CCOO, Espagne (2020 – 2021)
7	République d'Irlande, Royaume-Uni	Gail Cartmail , Unite, Royaume-Uni	1er/ère: Paul Mooney , Unite, Royaume-Uni 2ème: Greg Ennis , SIPTU, Irlande
8	Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, République tchèque	Gyula Pallagi , EFEDOSZSZ, Hongrie	1er/ère: Ieva Gretere , LCA, Lettonie 2ème: Inga Ruginiene , LMPF, Lituanie
9	Bulgarie, Roumanie	Gheroghe Balaceanu , FGS Familia (2018-2019), Roumanie Ioanis Parteniotis , FCIW-Podkrepa (2020-2021), Bulgarie	1er/ère: Ioanis Parteniotis , FCIW-Podkrepa, Bulgarie (2018-2019) Gheroghe Balaceanu , FGS Familia, Roumanie (2020-2021) 2ème: Dan Anghel , FSLIL, Roumanie
10	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Serbie, Monténégro, Slovaquie	Petar Necak , SSPD, Serbie (2018-2019) Ivan Peshevski , SGIP, Macédoine (2020-2021)	1er/ère: Ivan Peshevski , SGIP, Macédoine (2018-2019) Petar Necak , SSPD, Serbie (2020 – 2021) 2ème: Lejla Catic , SSSDPBIH, Bosnie-Herzégovine

MEMBRES TITULAIRES DU CONSEIL MONDIAL 2018-2021

Groupe	Pays	Membres titulaires	Membres suppléants
11	Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Ukraine, Fédération de Russie, Tadjikistan et République de Moldova	Boris Soshenko , STROP, Fédération de Russie (2018-2019) Vasyl Andreyev , PROFBUD, Ukraine (2020-2021)	1er/ère: Vasyl Andreyev , PROFBUD, Ukraine (2018 – 2019) Boris Soshenko , STROP; Fédération de Russie (2020 – 2021) 2ème: Marina Kurtanidze , Syndicat indépendant des secteurs de la construction et la foresterie, Géorgie
12	Chypre, Grèce, Israël, Malte, Turquie	Ramazan Agar , YOL-IS, Turquie	1er/ère: Yitzhak Moyal , HISTRADUT, Israël 2ème: Yiannakis Ioannou , SEK, Chypre
13	Canada, États-Unis	Michael Martin , Iron Workers Union, États-Unis Scott Doherty , UNIFOR, Canada	1er/ère: Chris Carlough , SMART, États-Unis 1er/ère: Bob Matters , USW, United Steel Workers, Canada
14	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République de Guinée, Sénégal, Tchad, Togo	Diarraf Ndao , SNTC/CNTS, Sénégal	1er/ère: Constant Michel Bruno Nabyoure , FTBBF, Burkina Faso 2ème: Léon Mebiame , UTBTPBSP, Gabon
15	Ghana, Liberia, Nigeria, Sierra Leone	Amechi Asugwuni , NUCECFWW, Nigeria	1er/ère: Pius Michael Quainoo , CBMWU, Ghana 2ème: Isaac Jideofor Egbugara , CCESSA, Nigeria
16	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Île Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe	Justina Jonas , MANWU, Namibie	1er/ère: Jeremias Duzenta Timana , SINTICIM, Mozambique 2ème: Mohumad Reeaz , CMWEU, Maurice
17	Burundi, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Tanzanie	Oloka Mesilamu , UBCECAWU, Ouganda	1er/ère: Rajabu Wellington Mwondi , KUPRIPUPA, Kenya 2ème: Boniface Yohana Nkakatsi , TUICO, Tanzanie
18	Algérie, Égypte, Maroc, Mauritanie, Tunisie	Hassen Chebil , FGBB – UGTT, Tunisie (2018-2019) Ahmed Bahannis , SNBB, Maroc (2020 - 2021)	1er/ère: Ahmed Bahannis , SNBB, Maroc (2018 – 2019) Hassen Chebil , FGBB – UGTT, Tunisie (2020-2021)
19	Bahreïn, Jordanie, Koweït, Liban, Palestine, Yémen, Irak, Kurdistan	Mahmoud Salem Abbas Alhyari , GTUCW, Jordanie	1er/ère: Antoun Antoun , GSTU, Liban 2ème: Abdel Kader Abdel Karim Al Shehani , GFBTU, Bahreïn
20	Corée du Sud, Hong Kong, Japon, Mongolie, Taïwan	Akira Shinohara , SHIRINROUREN, Japon	1er/ère: Battsoqt Barouu , MCWTUF, Mongolie 2ème: Patkan Chan , CSGWU, Hong Kong
21	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Myanmar, Vietnam	Nor Azlan Bin Yaacob , TEUPM Malaisie	1er/ère: Rasmina Pakpahan , FKUI, Indonésie 2ème: Santiago Vicen Nolla , NUBCW, Philippines
22	Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	Dr. Rama Chandra Khuntia , INBCWF, Inde	1er/ère: Muhammad Aslam Adil , PFBWW, Pakistan 2ème: Aminur Rashid Chowdhury , BBWWF, Bangladesh
23	Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Vanuatu	John Alexander , CETWUF, Fidji	1er/ère: Louisa Jones , First Union, Nouvelle Zélande
24	Australie	David John Noonan , CFMEU C&G, Australie	1er/ère: Allen Francis Edward Hicks , ETU, Australie 2ème: Nigel Bernard Price , CFMEU C&G, Australie
25	Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela	Hoover Delgado , FEDESOME, Équateur	1er/ère: Palmides Escorcía , SINTRAPIZANO, Colombie 2ème: Luis Garcia Sanchez , SITRAPESA, Pérou

MEMBRES TITULAIRES DU CONSEIL MONDIAL 2018-2021

Groupe	Pays	Membres titulaires	Membres suppléants
26	Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay	Marta Pujadas , UOCRA, Argentine	1er/ère: Jorge Hernandez, FETRACOMA, Chili 2ème: Jorge Gornatti, USIMRA, Argentine
27	Brésil	Nilson Duarte Costa , SITRAICP – Rio de Janeiro, Brésil	1er/ère: Dulcilene Carneiro De Moraes, Pernambuco MARRETA, Brésil 2ème: Itaci de SA, CERAMISTAS Criciúma, Brésil
28	Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Salvador	Saul Mendez Rodriguez , SUNTRACS, Panama	1er/ère: Pedro Julio Alcantara, FENTICOMMC, République dominicaine 2ème: Walter Soto, UNATROPYT, Costa Rica
29	Barbade, Bermudes, Curaçao, Guyane, Jamaïque, Surinam	Richenel Ilario , SEBI, Curaçao	1er/ère: George Scott, Bermudes 2ème: Rudolph A. Thomas, BITU, Jamaïque

Nilton Freitas, Représentant régional — Amérique latine et Caraïbes

Crecentia Mofokeng, Représentante régionale — Afrique - Moyen-Orient et Afrique du Nord

Apolinar Tolentino, Représentant régional Asie-Pacifique.

D. COMITÉ DES AUDITEURS DE L'IBB

Steinar Krogstad, Fellesforbundet, Norvège

Fatimah Mohammad, UFES, Malaisie

Michael von Felten, UNIA, Suisse

Franck Reinhold von Essen, FNSCBA CGT, France

E. COMITÉ INTERNATIONAL DES FEMMES DE L'IBB (CIF)

Présidente : Rita Schiavi, UNIA, Suisse, Europe

1ère Vice-présidente, Dora Cervantes, AIMTA, États-Unis, Amérique du Nord

2ème Vice-présidente, Marta Pujadas, UOCRA, Argentine, Amérique latine et Caraïbes

Membres:

Kyungshin Kim, KFCITU, Corée du Sud, Asie-Pacifique

Elizabeth Amuto, UBCECAWU, Ouganda, Afrique et Moyen-Orient



Personnel global de l'IBB

Vision

Notre vision est celle d'un monde constitué de syndicats puissants, indépendants et démocratiques, dans le domaine du bâtiment et du bois, où tous les travailleurs jouissent d'un accès équitable à l'emploi stable, de salaires justes et de conditions de travail et de vie sûres et saines. Nous voulons un environnement plus propice aux syndicats, au sein duquel les normes internationales du travail soient promues et appliquées, et où prévalent la justice sociale, l'égalité des sexes et le respect des droits syndicaux et humains.

Mission

Notre mission fondamentale consiste à défendre et promouvoir les droits des travailleurs, et à améliorer les conditions de travail et de vie dans nos secteurs. L'IBB revendique avant tout une approche basée sur les droits. Nous pensons que les droits syndicaux sont des droits humains qui se fondent sur l'égalité, la solidarité et la démocratie, et les syndicats sont pour nous indispensables à la bonne gouvernance. Les normes internationales du travail édictées par l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et l'Agenda du travail décent de l'OIT sont à l'ordre du jour de l'action syndicale dans nos secteurs. Nous montrons la contribution positive apportée par le travail organisé, l'« effet syndicat », dans le but de réaliser ces objectifs de développement et faire des droits des travailleurs une priorité. Nos réseaux de syndicats sont disposés à faire face aux pratiques abusives en matière d'emploi et de travail, et à défendre les droits de tous les travailleurs dans le bâtiment et le bois.



Construire



Défendre



Avancer

Buts

Améliorer les conditions de travail et de vie dans les secteurs du bois et du bâtiment, et promouvoir le développement industriel durable. Constitué de 12 millions de membres représentant 356 affiliés dans 127 pays, notre syndicat mondial s'engage à:

- **Promouvoir et défendre les droits humains et syndicaux.** Montrer le caractère positif de l'« effet syndicat » dans la réalisation du développement durable et du travail décent au travers des campagnes, du travail en réseau, et des projets de communication et développement.
- **Renforcer les syndicats.** Soutenir la croissance constante des effectifs syndicaux et la capacité à représenter les travailleurs dans les politiques sectorielles, les négociations collectives ainsi que les activités de ralliement sur le lieu de travail, et cela en organisant de plus en plus les travailleurs formels et informels.
- **Promouvoir un niveau d'emploi stable et élevé dans nos secteurs.** Une embauche plus directe et une couverture plus large des négociations collectives sont des éléments essentiels afin de garantir les droits syndicaux et les droits des salariés, des salaires décents pour les hommes et les femmes, des heures de travail convenables, des normes satisfaisantes en matière de santé, de sécurité et de protection sociale, ainsi que le développement des compétences afin de minimiser les risques pour la santé des travailleurs et maximiser les possibilités d'embauche et la qualité de travail. L'IBB va lutter contre le dumping social suscité par la hausse de la concurrence entre entreprises pour ce qui concerne les salaires et les conditions de travail.
- **Influencer la politique et renforcer la capacité des institutions et structures tripartites dans nos secteurs.** Améliorer les pratiques associées à l'emploi et au travail, et promouvoir et appliquer les normes du travail au travers du tripartisme, du dialogue social et du développement industriel durable. Soutenir une plus grande participation des syndicats dans le cadre des processus de prise de décision.



BWI • BHI • BTI • IBB • ICM
www.bwint.org

Route des Acacias 54, CH-1227 Carouge GE
Suisse